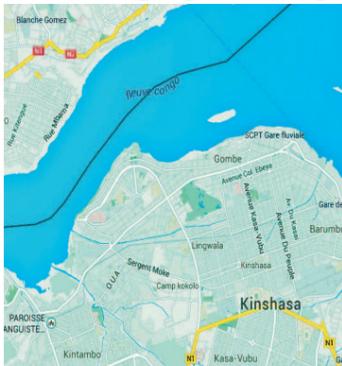


RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3950 - MARDI 9 MARS 2021

INDUSTRIE

Une centaine d'exposants à la DRC Mining Week de Lubumbashi

L'évènement phare du monde industriel viendra de la capitale cuprifère les 5 et 6 octobre. Pour Emmanuelle Nicholls, directrice du groupe Mines et ressources naturelles de Clarion Event Africa, organisateur de DRC Mining Week depuis 17 ans, ce retour en force confirme la résilience du secteur minier face à une pandémie mondiale ravageuse.

Le monde minier se remobilise donc pour célébrer un secteur qui a prouvé sa capacité à résister contre la covid-19. Autre symbole fort, la rencontre se tient au moment où les cours internationaux repartent à la hausse. De nombreux sponsors dont les banques et autres entreprises pétrolières et minières ont confirmé leur présence à cette activité.

Page 3



Un site minier de la Gécamines

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Appel à la considération de l'équilibre provincial



La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) demande au Président de la République et au Premier ministre de considérer, lors de la formation du futur gouvernement, l'équilibre provincial dans la répartition des postes ministériels et des hauts cadres de l'Administration.

L'ONG fait savoir, dans son communiqué du 8 mars, que cette proposition vise à garantir l'équité, la représentativité et l'équilibre « dans le partage du gâteau » ainsi que la paix dans la gouvernance du pays.

Page 2

Le Premier ministre Sama
Lukonde Kyenge

COVID-19/PEV

Dr Crispin Kazadi : « Le vaccin contre la covid-19 se fera dans les sites fixes »

Après la réception de plus d'un million de doses de vaccins anticovid-19, la RDC envisage l'organisation d'une campagne de vaccination contre cette pandémie. L'opération se déroulera en site fixe et concernera d'abord quatre provinces (Kinshasa, Kongo central, Nord-Kivu et Haut-Katanga). Il s'agit, apprend-t-on, d'une vaccination ciblée qui sélectionne les personnes à vacciner.

Dr Crispin Kazadi, chef de service de nouveaux vaccins au Programme élargi de vaccination (PEV) apporte plus de détails sur ce vaccin, les catégories-cibles ainsi que la provenance au cours d'un échange avec les journalistes, membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant au siège du PEV à Kinshasa.

Page 5

PRÉPARATIFS DES 9^{ES} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Report de la date du début des présélections des artistes

Le comité d'organisation de la participation culturelle de la RDC aux neuvièmes Jeux de la Francophonie-Kinshasa 2022 a annoncé le report au 13 mars de la date du début des présélections. Ce report d'une semaine, justifié par les soucis de finaliser certains aspects organisationnels, n'aura aucune incidence sur la suite du processus, a rassuré le coordonnateur dudit comité, Michel Ngongo.

Page 6

ÉDITORIAL

Remarquable !

Remarquable à tous égards fut la visite que le Pape François a effectuée en Irak ce week-end : d'abord, bien sûr, car elle a permis des rencontres de très haut niveau qui ont affirmé la volonté des plus hauts responsables de l'église catholique et de l'Islam chiite d'œuvrer en faveur de la paix ; ensuite, parce qu'elle a attiré pendant trois jours les regards du monde entier sur la situation toujours difficile dans laquelle vivent les peuples de cette partie du monde ; enfin parce qu'elle a fait preuve du courage qui anime le successeur de Benoît XVI au point de le conduire dans des régions où règnent depuis des décennies la violence, le fanatisme, la déshumanité.

Rien, en vérité, n'est plus important aujourd'hui que la recherche d'un accord solide, durable entre les religions nées dans les millénaires précédents qui ont toutes tenté d'imposer par la force leurs lois à l'ensemble du monde. L'Histoire, la terrible Histoire qui a vu des millions, des dizaines de millions d'êtres humains massacrés au nom de Dieu, du Très-Haut, d'Allah est bien là pour le démontrer, pour le rappeler à celles et ceux qui refusent toujours aujourd'hui de regarder la vérité en face. La paix, la sérénité du monde à venir ne seront, en effet, assurées durablement que si les religions elles-mêmes s'en convainquent et s'accordent pour vivre côte à côte sans se déchirer.

Que ce message universel ait été délivré par un homme venu du grand Sud, de l'Amérique latine très précisément, n'est assurément pas un hasard. Certes il n'est pas nouveau et a été lancé à maintes reprises dans les décennies précédentes, mais le fait que le Pape François soit venu le confirmer, au risque d'y laisser sa propre vie, là même où l'extrémisme religieux demeure très présent lui donne une importance particulière. Il prouve que le courage, la volonté l'emportent sur la prudence.

Ce que nous devons tous espérer, maintenant qu'un tel pas a été franchi de façon spectaculaire, c'est bien que le dialogue entre les religions, toutes les religions sans exception s'affirme au plus haut niveau de chacune comme cela vient de se produire à Bagdad, à Najaf, à Erbil, à Karakoch, à Mossoul. Et que, de ce fait, la communauté mondiale fasse un pas en avant décisif sur la voie de la paix, de la concorde religieuse. Nous avons tout à y gagner, n'est-il pas vrai ?

Le Courrier de Kinshasa

FORMATION DU GOUVERNEMENT

La FBCP appelle à la considération de l'équilibre provincial

L'ONG de défense des droits de l'homme motive sa proposition par la recherche à garantir l'équité, la représentativité et l'équilibre « dans le partage du gâteau » ainsi que la paix dans la gouvernance du pays.



Emmanuel Adu Cole, le président de la FBCP/Adiac

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) demande au président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et le premier ministre, Sama Lukonde Kyenge, de considérer, lors de formation du futur gouvernement, l'équilibre provincial dans la répartition des postes ministériels et des hauts cadres de l'administration. L'ONG fait savoir, dans son communiqué du 8 mars, que cette proposition vise à garantir l'équité, la représentativité et l'équilibre « dans le partage du gâteau » ainsi que la paix dans la gouvernance du pays.

Pour amener cette paix sociale, qui est souhaitée par tous, la FBCP propose au chef de l'Etat et au Premier mi-

nistre, tout en tablant sur la représentation des provinces dans la gouvernance, que certaines « provinces stratégiques » comme le Kongo central et le grand équateur puissent avoir, chacune, un vice-Premier ministre dans cette future équipe gouvernementale.

L'ONG propose, par ailleurs, que l'actuel vice-ministre de la Justice soit reconduit comme ministre chargé du secteur en vue de lui permettre de bien mener sa réforme de la Justice commencée il y a quelques mois.

L'équilibre dans la répartition des postes

La FBCP fait, en effet, remarquer que certaines provinces

du pays sont déjà bien servies dans les institutions. A l'en croire, le grand Katanga a un Premier ministre, un directeur de cabinet du chef d'Etat, un vice-président du Sénat, etc. Alors que le président du Sénat, le directeur général de la Direction générale des migrations (DGM) sont de l'est du pays. Et le grand Bandundu a le président de l'Assemblée nationale, un directeur du cabinet, le gouverneur de la ville de Kinshasa, etc. Le grand Kasai a le président de la République, et l'ex-province orientale, l'auditeur général de l'armée. « Mais d'autres provinces n'ont encore rien », a souligné l'organisation.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INDUSTRIE

Une centaine d'exposants à la DRC Mining Week de Lubumbashi

L'événement phare du monde industriel reviendra dans la capitale cuprifère les 5 et 6 octobre. Pour Emmanuelle Nicholls, directrice du groupe Mines et ressources naturelles de Clarion Event Africa, l'organisateur de DRC Mining Week depuis 17 ans, ce retour en force confirme la résilience du secteur minier face à une pandémie mondiale ravageuse.

Plusieurs dates figurent déjà dans le programme publié par l'organisateur de DRC Mining Week. Il y a d'abord l'événement proprement dit en présentiel de Lubumbashi qui se tiendra du 5 au 6 octobre. A cela, il faut ajouter l'événement en ligne du 15 au 17 juin, et une série de webinaires en ligne à une date qui reste à déterminer. Le monde minier se remobilise ainsi pour célébrer un secteur qui a prouvé sa capacité à résister contre la covid-19. Autre symbole fort, la rencontre se tient au moment où les cours internationaux repartent de nouveau à la hausse. « La RDC reste

une destination attrayante pour les investisseurs et entreprises du secteur dont l'activité est loin d'être au point mort », a martelé Emmanuelle Nicholls. A cet effet, elle fait remarquer que « la planification et le déploiement de nouveaux projets se sont poursuivis au moment où les cours sont au plus haut ».

Le mois d'octobre prochain est retenu par les organisateurs pour l'exposition la conférence annuelle DRC Mining Week dans le strict respect des restrictions covid-19, assure l'organisateur. « L'événement en octobre à l'hôtel Karavia de Lubumbashi sera

légèrement plus modeste avec environ cent exposants et sponsors, cinquantaine orateurs, cent quatre-vingt-dix délégués et mille cinq cents visiteurs ». L'autre information est la confirmation de la présence de nombreux sponsors de longue date dont les banques et autres entreprises pétrolières et minières. L'effervescence est bien réelle, mais les participants et autres exposants prennent également au sérieux la santé et le bien-être des visiteurs, poursuit Nicholls. « Nous veillerons donc à ce que la distanciation physique, le port du masque et autres réglemen-

tions soient respectées », a-t-elle signifié.

Pour le reste, le programme ne prévoit aucun changement notable des moments traditionnels de la conférence annuelle. Comme d'habitude, il y aura les mêmes interactions de haut niveau, une revue des dernières avancées des projets en cours, ainsi que de nombreuses nouvelles technologies et services pendant l'exposition intérieure et extérieure. Pour cette nouvelle édition, un intérêt sera porté à un public assez particulier venu grossir les rangs des participants traditionnels de la conférence ces derniers

mois. « Nous avons pu basculer vers l'engagement numérique pendant les périodes de confinement et sommes ravis que nos partenaires et clients aient soutenu cette évolution », a-t-elle dit. Cela a abouti à un contact plus étroit avec un nouveau public enthousiasmé par l'opportunité d'investissement et de commerce avec le secteur minier en RDC, renchérit-elle. Tout est fait pour maintenir le nouvel élan, avec la tenue des webinaires mensuels pour aborder des sujets brûlants.

Laurent Essolomwa

KANANGA

La Lucha prévoit un sit-in devant le bureau du procureur général près la Cour d'appel

La Lutte pour le changement (Lucha) veut dénoncer, par cette action pacifique, « la léthargie » de ce haut magistrat dans le dossier de la répression de sa marche du mois de février dernier par les éléments de la police.



Une marche de la Lucha/DR

Les militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) comptent faire, le 9 mars, un sit-in devant le bureau du procureur général près la Cour d'appel de Kananga pour exiger la célérité dans le dossier de la répression de leur marche par la police. Ils ont clairement indiqué cette détermination dans une lettre adressée au maire de la ville en guise de notification pour la tenue de cette manifestation pacifique.

Ce mouvement citoyen, qui dit attendre que justice soit faite, note-t-on, avait procédé à la saisine de la cour, accusant la police nationale congolaise pour coups et blessures à l'endroit des militants qui, selon la Lucha, exerçaient un droit constitutionnel lors de la marche organisée en février dernier.

Il est, en effet, rappelé que les éléments de la police national/

Kananga avaient réprimé, le 12 février dernier, sous les ordres du maire de la ville, la manifestation pacifique organisée par ce mouvement citoyen/section Kananga, pour dénoncer l'insécurité qui sévissait au chef-lieu du Kasai central. Durant leur manifestation, ces militants exigeaient le départ du maire de Kananga et le commandant de la police de cette ville, qu'ils accusaient d'incompétence, en dénonçant leur incapacité d'assurer la sécurité de la population et de ses biens.

Selon des témoins, pendant cette manifestation, les activistes de la Lucha auraient été « sauvagement tabassés par les éléments de la police dans l'enceinte de la mairie de Kananga », alors que la population venue en appui à ce mouvement a été dispersée avec de gaz lacrymogène. A cette époque, Kananga,

rappelle-t-on, faisait face à une criminalité urbaine et des cas de vol à mains armées et des viols qui étaient rapportés presque chaque jour.

Après la débandade des manifestants sous la pression de la police, la Lucha a porté plainte pour coups et blessures. Elle dit attendre que justice soit faite, notamment à l'issue d'une enquête qui permettrait d'établir les responsabilités. Estimant que le procureur général près la Cour d'appel de Kananga accumule du retard dans le traitement de ce dossier, ces militants de la Lucha comptent, une fois encore, se mobiliser pour faire un sit-in devant son bureau en vue de le pousser à la célérité sur le dossier et faire justice.

Lucien Dianzenza

AMÉLIORATION DU SOCIAL

Félix Tshisekedi communique avec les pêcheurs de Kinkole

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, arborant une tenue décontractée, était allé le dimanche 7 mars à la rencontre des professionnels de la pêche. Objectif : écouter leurs préoccupations et trouver avec eux des solutions en vue de la relance du secteur de la pêche.

Tout a commencé par un état des lieux de la pêche à Kinshasa. La situation est catastrophique, a fait savoir le représentant de la délégation des pêcheurs du pool Malebo. La pêche demeure artisanale et les pêcheurs manquent de tout. Dans un mémorandum lu devant l'assistance et remis au chef de l'État, les pêcheurs plaident notamment pour la création d'une coopérative, la relance des activités de l'Office national de pêche et la restitution du port de Kinkole spolié. Muni d'un stylo et de son calepin, le président de la République a pris bonne note, pas du tout lassé d'écouter les intervenants qui se succédaient. Suffisamment informé, le garant de la nation, s'exprimant en lingala, a dit avoir beaucoup appris de ces pêcheurs.

Félix Tshisekedi a accédé à la proposition de la création d'une coopérative. Il a instruit le bourgmestre à œuvrer pour la restitution du port spolié de Kinkole et promet la relance de l'Office national de pêche après que les instruments juridiques sont tous réunis.

Juste après, le chef de l'État a

pris la direction du port de Kinkole à quelques encablures. La route délabrée n'a pas ralenti l'élan du président de la République qui tenait de voir de visu la spoliation du port de Kinkole. La foule amassée tout au long de la route lui a réservé un accueil délirant.

Dans sa politique de proximité et toujours à l'écoute de sa population, le président de la République a instruit les autorités locales à restituer immédiatement ce port aux pêcheurs.

De retour à la cité de Kinkole où l'attendaient de nombreux habitants du quartier, le chef de l'État a fait la restitution des échanges qu'il a eus avec les pêcheurs. Félix Tshisekedi a rappelé à la population ses principaux objectifs parmi lesquels l'amélioration des conditions de vie des citoyens congolais. " Le gouvernement qui va bientôt arriver va s'attaquer prioritairement à toutes ces questions", a-t-il rassuré. C'est dans cette communion avec cette population que le président de la République a quitté cette cité dédiée aux pêcheurs de la commune de N'sele.

Alain Diasso

ENJEUX DE L'HEURE

L'UDPS favorable à un recensement administratif préalable aux élections

Les plus farouches opposants à cette thèse y voient une tentative de violation de la Constitution et de refus d'organiser les élections en 2023.

Alors que le débat sur le processus électoral vient d'être relancé, la question d'un recensement administratif préalable aux élections de 2023 ressurgit et choque l'opinion publique parce qu'étant synonyme à un nouveau glissement. Les explications de l'initiateur de cette proposition, le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Augustin Kabuya Tshilumba, ont du mal à convaincre les plus farouches opposants à cette thèse qui rappelle de mauvais souvenirs.

Lors d'une manifestation publique de l'UDPS organisée, le 7 mars, à Kinshasa, Augustin Kabuya a officiellement déclaré que la tenue des élections en 2023 est conditionnée par le recensement de tous les Congolais. « Nous irons aux élections à condition d'avoir recensé tous les Congolais. Nous allons identifier les vrais Congolais avant d'aller aux élections. Nous, UDPS, on ne craint pas les élections », a-t-il dit. Réponse du berger à la bergère. Cette déclaration, diamétra-

lement opposée aux recommandations des évêques sur le respect des délais constitutionnels, notamment liés à l'organisation des élections, semble être la réponse du parti présidentiel à la Conférence épiscopale nationale du Congo. En effet, plusieurs collaborateurs du chef de l'Etat avaient déjà critiqué la position des évêques catholiques en ne leur reconnaissant pas la compétence de fixer les dates des élections en République démocratique du Congo.

Au sein de l'opinion, l'on

estime de même que le secrétaire général de l'UDPS s'arroge le pouvoir organisateur des élections alors que cela est reconnu à la Céni. L'on reproche également à Augustin Kabuya d'édicter ses propres normes en dehors des dispositions légales et d'imiter le Front commun pour le Congo dont la tentative en 2015 s'était soldée par un échec. « *Qui empêche ou qui a empêché l'UDPS au pouvoir depuis janvier 2019 d'organiser le recensement de la population ?* » s'interroge-t-on.

Dans ce même contexte, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Corneille Nangaa intervenant, le 7 mars, à l'occasion de la clôture de l'atelier organisé en faveur des chargés de la logistique de son institution a rassuré l'opinion sur la possibilité de tenir les élections dans le délai, soit en 2023. Il a estimé qu'une bonne utilisation du matériel acquis par la Céni depuis 2006 devrait permettre au pays d'éviter un nouveau dépassement de délai.

Jules Tambwe Itagali

MICRO FINANCE

Félix Tshisekedi inaugure une unité de la Mutuelle financière des femmes africaines

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a inauguré ce lundi 8 mars 2021, la première unité de la Mutuelle financière des femmes africaines (Muffa) en RDC.

L'évènement a eu lieu au siège de cette structure situé dans la commune de Barumbu, au croisement des avenues Luambo Makiadi et Funa, non loin du marché Somba Zigida. L'activité est tombée à point nommé puisqu'elle a coïncidé avec la célébration de la journée internationale de la femme. Il s'est agi d'un grand pas vers l'autonomisation de la femme congolaise, ou mieux, de la femme africaine. Cette mutuelle qui regroupe des femmes motivées par le souci de leur prise en charge pour des projets de développement de ses membres ne devrait pas se limiter aux seules affiliées de la Muffa. Elle entend ouvrir son champ d'intervention pour impliquer un éventail un peu plus large de la gent féminine prise dans ses différentes catégories sociales, question d'accroître son autonomisation. Cette cérémonie a connu la participation de la banque Afriland first bank, banque panafricaine à capitaux camerounais qui accompagne la Muffa dans la matérialisation de son projet financier à Kinshasa. Le parrain international de la microfinance MC2 qui œuvre pour le développement et l'épanouissement des petits entrepreneurs et agriculteurs dans les zones rurales, le Dr Paul Kammogne Fokam du Cameroun, inscrit son concept dans

la lutte contre la pauvreté et, surtout, contre la pauvreté de la femme, laquelle fait partie d'un des piliers du programme du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Car, a-t-il dit, « *la pauvreté de la femme est plus complexe et plus catastrophique pour le développement humain* ». Et d'ajouter : « *Nous allons vers la V.P, la Victoire sur la Pauvreté par le modèle MC2 : Moyens et compétences de la communauté* ».

Pour sa part, la présidente du conseil d'administration de la Muffa, Belau Espérance, a présenté sa structure comme un défi, ou mieux, un grand défi à relever au regard des attentes qu'elle suscite, d'ores et déjà, dans les esprits.

Le président de la République et président en exercice de l'Union africaine a, par la suite, coupé le ruban symbolique inaugurant les activités de la Muffa devant un parterre d'officiels sur fond d'une liesse populaire.

Rappelons que la Muffa est un établissement de microfinance de première catégorie (qui ne traite qu'avec ses membres), destiné à offrir des services financiers aux femmes à faibles revenus et à celles du secteur informel des zones urbaines et périurbaines.

Alain Diasso

COVID-19

Le chef de l'État visite l'entrepôt des vaccins

Au moment où les spéculations vont bon train au sujet des vaccins contre la covid-19 boudés par une frange des Kinois pour diverses raisons, le chef de l'Etat a tenu à se rassurer des conditions de conservation de ces produits et de leur efficacité. C'est tout le sens de son déplacement dimanche dernier à l'entrepôt desdits vaccins, question d'ôter dans les esprits tous les préjugés négatifs tout en mettant les Kinois en confiance par rapport à la campagne de vaccination qui s'annonce.



L'entrepôt des vaccins contre la covid-19 à Kinkole

Le 7 mars, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a visité le centre d'entreposage des vaccins contre la covid-19 arrivés à Kinshasa depuis le 2 mars. Dès son arrivée dans cet établissement situé à Kinkole dans la commune de la Nsele, le chef de l'État a été accueilli par le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo. La directrice du Programme élargi de vaccination (PEV), un programme spécialisé du ministère de la Santé, le gouverneur de la ville de Kinshasa ainsi que le bourgmestre de la Nsele étaient également aux premières loges pour accueillir l'autorité suprême du pays.

Le chef de l'État a été invité à

visiter les installations de cet entrepôt, le plus grand et plus moderne dans la sous-région. Il s'en est suivi une visite guidée faite par la directrice du PEV. Cette dernière a présenté au chef de l'État les treize chambres froides destinées à la conservation des vaccins dont certaines peuvent conserver jusqu'à moins 25°C conformément aux normes requises en matière de conservation de ces types de produits. Satisfait des explications lui fournies, le président de la République a clôturé sa visite par une note de satisfaction. Dr Eteni Longondo s'est, pour sa part, réjoui de la visite du chef de l'État. Il s'agit là, a-t-il indiqué, d'un signal fort

donné au peuple congolais pour qu'il puisse utiliser ce vaccin. Dr Eteni Longondo a saisi l'opportunité pour dissiper tout le malentendu concernant le vaccin anti-covid. « *Il s'agit bel et bien d'un produit rassurant, le gouvernement ou le président de la République ne peuvent pas conspirer contre le peuple* », a-t-il martelé. Le ministre de la Santé a, par ailleurs, informé l'opinion que dès la semaine prochaine, les campagnes vont débiter, et que les personnels soignants ainsi que les vieilles personnes présentant des comorbidités seront les premiers à bénéficier de ce premier lot des vaccins.

A.D.

INTERVIEW

Dr Crispin Kazadi du PEV : "Le vaccin contre la covid-19 se fera dans les sites fixes"

Après la réception d'un million sept cent seize mille doses de vaccins contre la covid-19, la RDC envisage l'organisation d'une vaste campagne de vaccination contre cette pandémie. Cette opération se déroulera en site fixe. Elle concerne d'abord quatre provinces au regard de l'ampleur de la maladie, à savoir Kinshasa, Kongo central, Nord-Kivu et Haut-Katanga. Il s'agit d'une vaccination ciblée qui sélectionne les personnes à vacciner. Dr Crispin Kazadi, chef de service de nouveaux vaccins au Programme élargi de vaccination (PEV) apporte plus d'informations sur ce vaccin, les catégories cibles, la provenance au cours d'un échange avec les journalistes, membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE) au siège du PEV à Kinshasa.

Le Courrier de Kinshasa : Pourquoi la RDC a opté pour le vaccin contre la covid-19 alors que la prise en charge médicale s'avère une réussite au regard du taux de guérison rapporté ?

Dr Crispin Kazadi :

Dans toutes les maladies, il y a lieu de savoir qu'il existe trois types de traitement. Il ya le traitement curatif, préventif et le traitement qui soigne les séquelles de la maladie après que la personne est guérie. Le traitement curatif guérit le malade et il y a des médicaments qui sont utilisés pour guérir la personne déjà malade de la covid. Le traitement préventif pour le cas de la covid-19 implique le respect des gestes barrières, notamment le port du masque, la distanciation des personnes, le lavage

des mains. Tous ces gestes barrières préviennent la maladie avant que la personne n'en souffre. Et parmi ces gestes, nous venons d'ajouter une autre mesure, à savoir le vaccin qui est déjà arrivé au pays. Ce vaccin est aussi l'une des mesures de prévention contre la pandémie de covid-19. Il vient donc de s'ajouter aux autres mesures barrières existantes. C'est pourquoi, on a tout intérêt de se faire vacciner dans le cadre de la prévention contre la covid-19.

L.C.K: Pourquoi avoir catégorisé les personnes à vacciner ?

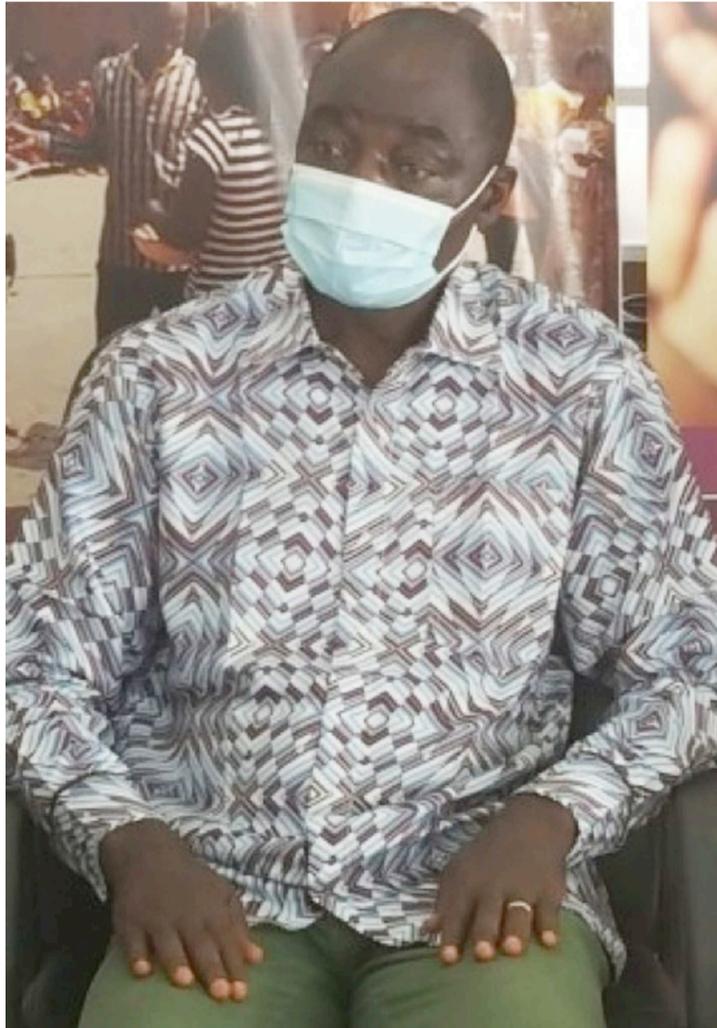
Dr C.K:

Pour la vaccination, on cible toujours. Nous ciblons les catégories les plus fragiles. S'agissant de la vaccination contre la covid-19, nous avons ciblé les personnes les plus vulnérables. Parmi elles, il y a surtout le personnel de santé, ceux qui soignent les malades de la covid-19, qui sont en contact direct avec les malades parce qu'ils sont plus exposés par rapport aux autres catégories des agents de santé. Il y a aussi des personnes âgées de plus de 55 ans. Elles sont beaucoup plus vulnérables. Il suffit de voir le taux de mortalité de ces personnes qui est plus important que chez les jeunes. Nous allons enfin vacciner les personnes âgées vivant avec les maladies chroniques comme les diabétiques, les cardiaques, car ils sont plus exposés et sont plus vulnérables.

L.C.K: Il s'agit d'une grande opération de vaccination. Avez-vous quand même déjà répertorié toutes ces personnes et comment se déroulera cette vaccination ?

Dr C.K:

Non, nous n'avons pas répertorié toutes ces per-



Dr Crispin Kazadi du PEV

sonnes. En principe, il ne s'agit pas d'une campagne de vaccination, mais plutôt de la vaccination de routine. Toutefois, nous allons choisir les sites dans lesquels ces personnes seront vaccinées. Ces sites, nous les avons déjà identifiés. Il s'agit des sites qui prennent en charge les malades de covid, les hôpitaux et centres médicaux qui ont un plateau technique assez considérable qui peuvent intervenir en cas des problèmes pour prendre en charge les malades. Le vaccin se fera dans les sites fixes.

L.C.K: Quel est le pays de provenance du vaccin que la RDC a choisi ?

Dr C.K:

Le vaccin peut provenir de n'importe quel pays. Mais il faut qu'il remplisse des conditions. Il doit répondre aux critères de la vaccination. C'est l'OMS qui est l'organe de la régulation de la santé humaine du monde entier et elle suit aussi la fabrication du vaccin.

Aussi faudra-t-il reconnaître que le mécanisme covax est venu pour nous aider afin que nous puissions bénéficier d'une façon équitable ce vaccin qui coûte cher, car la santé n'a pas de prix. Et ce mécanisme covax a aussi retenu parmi les vaccins, le vaccin astrazeneca que la RDC a choisi. Il y a plus de cent cinquante candidats de vaccins, mais il n'y a que deux qui sont préqualifiés par l'OMS qui autorise qu'on puisse les utiliser.

Il faut savoir aussi qu'au pays, nous avons un organe spécialisé qu'on appelle le groupe technique consultatif pour la vaccination. Ce groupe est composé de grands experts, notamment des professeurs d'universités qui conseillent le ministre de la Santé sur la décision à prendre dans le cadre de la vaccination.

Ce groupe s'est réuni et s'est basé sur les données scientifiques, sur d'autres preuves qu'on a dans d'autres pays et sur les données d'après les fabri-

quant. Après cet exercice, il est entré en session spéciale pour faire le choix et il a donné un avis pour que le pays puisse opter pour le vaccin Astrazeneca. Le choix du vaccin n'est pas fait au hasard, il ne dépend pas d'un individu. C'est tout un système qui est mis en place pour qu'on arrive à ce choix

L.C.K: Le pays a déjà réceptionné le premier lot de vaccins contre la covid-19. Est-il prévu un second lot ? Qui sera concerné ?

Dr C.K:

Nous avons reçu le premier lot constitué d'un million sept cent seize mille doses de vaccin. C'est pour cette raison que vous avez certainement remarqué qu'on a fait le ciblage des personnes qui sont à haut risque pour les protéger afin de diminuer le taux de décès. Nous n'agissons pas seulement pour prévenir la maladie mais aussi pour diminuer le taux de décès. Il y a des personnes avec comorbidité qui sont des personnes souffrant des maladies chroniques telles que des malades cardiaques et des hypertendus. Ces personnes quand elles attrapent la maladie, elles s'en sortent difficilement et le grand nombre de personnes ce sont des personnes âgées que nous avons perdues.

Le pays attend plus de sept millions de doses mais dans le premier lot, nous avons reçu plus de doses soit un million sept cents, donc nous attendons encore recevoir plus de cinq millions et plus de doses pour compléter et progressivement, nous irons aussi à d'autres catégories mais comme la quantité aussi est très limitée, nous avons choisi de protéger les groupes qui sont beaucoup plus à risque.

Blandine Lusimana

SECTEUR DE LA SOUS-TRAITANCE

Kalej Kand reçu par Christophe Mboso N'kodia

Le directeur général de l'Autorité de régulation du secteur de la sous-traitance et le président du bureau de l'Assemblée nationale ont longuement échangé sur cette épineuse question en République démocratique du Congo (RDC).

Le directeur général de l'Autorité de régulation du secteur de la sous-traitance privé, Kalej Kand, a présenté, le 6 mars, au président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'kodia, le niveau de l'évolution de la loi fixant les règles sur la sous-traitance en République démocratique du Congo (RDC) votée et promulguée en 2017. A en croire Kalej Kand, le speaker de la chambre basse du Parlement congolais a signifié son intérêt sur cette question et lui a promis son accompagnement à cette établissement public. «Le président a voulu savoir où nous en sommes dans la mise en application de la loi. Nous lui avons donc retracé l'historique et présenté

le travail que nous menions au niveau de l'autorité de régulation. Il a formulé des recommandations et promis tout son accompagnement à notre établissement public pour faire appliquer cette importante loi », a indiqué Kalej Kand, au sortir de cette audience.

Il sied de signaler que cette loi vise à rendre obligatoire la sous-traitance des activités annexes et connexes de l'activité principale et à la réserver, quelle que soit sa nature, aux entreprises congolaises en vue d'en assurer la promotion et favoriser l'émergence d'une classe moyenne. Ce projet de loi, se rappelle-t-on également, poursuit la protection de la main d'œuvre travail-



Christophe Mboso et Kalej Kand

lant dans les entreprises de sous-traitance, la création de l'emploi et de l'élargissement de l'assiette fiscale au profit du Trésor public.

Christopher Khonde

PRÉPARATIFS DES 9ES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Report de la date du début des présélections des artistes

Initialement prévu pour le 6 mars, le lancement officiel des présélections est fixé au 30 mars.

Le comité d'organisation de la participation culturelle de la RDC aux neuvièmes Jeux de la Francophonie-Kinshasa 2022, a annoncé le report au 30 mars, de la date du début des présélections. Ce report, justifié par le souci de se conformer au calendrier du Comité international des jeux de la Francophonie (CIJF), a l'avantage d'offrir le temps nécessaire aux préparatifs, a rassuré le coordonnateur dudit comité, Michel Ngongo.

"Contrairement à nos prévisions, le CIJF a fixé les présélections du 31 mars au 31 mai 2021. Sans nul doute, cela aura des conséquences sur toutes nos prévisions pour cette dernière phase. A cet effet, nous allons organiser des rencontres pour harmoniser le nouveau calendrier", a précisé le coordonnateur du comité d'organisation. Les différentes activités se dérouleront sur les quatre sites retenus, à savoir: l'institut français; l'échangeur de Limete; Le centre culturel Kik'Art et le Centre Wallonie Bruxelles.

Depuis le lancement, le 29 janvier 2021, des activités liées à la présélection pour la participation de la RDC aux 9es Jeux de la Francophonie, plusieurs artistes ont manifesté leur intérêt. Selon le comité d'organisation, le nombre des inscrits, jusqu'à la date du 4 mars, affichait 245 artistes avec un engouement dans deux disciplines particulières: la chanson (113) et la peinture (33). Pour les autres disciplines retenues, le tableau des inscriptions se présente de la manière suivante : hip-hop (9); marionnette géante (3); Jonglerie avec ballon (14); sculpture-Installation (11); photographie (22); Contes et conteurs (9); danse de création (11); littérature nouvelle (11) et création numérique (12). La province de Kinshasa est la mieux représentée avec un total de 168 inscriptions suivie du Haut-Katanga (39) et du Nord-Kivu (13). Les autres provinces ne dépassent pas la barre de dix inscrits.

Jules Tambwe Itagali

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

CAF-C1

V.Club tient tête à Al-Ahly au Caire

Deux buts partout, il n'y a pas de vainqueur entre Al Ahly et V.Club au Caire en Egypte au terme d'une partie délicate pour V.Club, archidominé dans l'entrejeu par le tenant du titre de la C1 africaine.

C'est un petit exploit que l'AS V.Club, en remodelage, a réalisé, le 6 mars au stade International du Caire, face au mythique club d'Al Ahly d'Egypte, tenant du titre, en troisième journée du groupe A de la Ligue des champions d'Afrique. Le score de cette partie à rebondissements a été de deux buts partout. Et ce sont les Dauphins Noirs de Kinshasa qui ont été les premiers à trouver la faille dans la défense des Reds locaux. Glody Lilepo Makabi a ouvert la marque, à la 41e minute, sur quasiment un exploit personnel, reprenant sa propre frappe, mal délogée par le gardien de but El Shenawy d'Al Ahly.

V.Club a inscrit ce but, contre le cours du jeu, ayant laissé le cuir à jeu au club cairote. En deuxième période, le coach sud-africain d'Al Ahly, Peter Monsimane a effectué des remplaçants notables, avec la sortie de l'attaquant congolais Walter Bwalya, dans un sale jour, ayant buté à plusieurs reprises sur le gardien de but camerounais de V.Club Simon Omosola, et deux autres joueurs. Mohamed Sherif, monté à la 56e minute à la place d'Hussein El Shahat,



a finalement trompé l'excellent gardien camerounais, égalisant pour les locaux à la 69e minute. Et c'est encore un autre joueur sorti du banc, Marwan Mohsen, entré en jeu à la 70e minute à la place du milieu récupérateur international malien Aliou Dieng, qui a inscrit le deuxième but d'Al Ahly, à la 71e minute. En l'espace de deux minutes, Al Ahly, qui dominait de la tête au pied V.Club dans les deux premiers quarts d'heure de la deuxième période,

a renversé totalement la vapeur, passant devant V.Club. Mais le club congolais, bien qu'en réorganisation de son effectif, a passé plus d'une semaine au Caire pour s'acclimater en préparation de ce match. Et cela s'est avéré judicieux. L'équipe du coach Florent Ibenge n'a pas baissé pavillon, se reprenant mentalement et se lançant à l'abordage. Et à la 80e minute, Ricky Tulenge, fauché dans la surface de réparation, selon l'arbitre marocain Redouane

Il n'y pas eu de vainqueur entre Al Ahly et V.Club le 6 mars 2021 au Caire
Jayed, a transformé le penalty très contesté par les joueurs d'Al Ahly. Deux buts partout, V.Club a littéralement arraché un nul qui pourrait être précieux pour la suite de la compétition. Satisfait du résultat, Florent Ibenge pense déjà à la quatrième journée contre la même équipe d'Al Ahly : « Je suis entièrement satisfait du résultat. Al Ahly aurait pu marquer cinq ou six buts. Le match retour à Kinshasa sera différent car,

à domicile, nous ne jouerons pas défensivement comme ici au Caire. Le prochain match avec Al Ahly, après dix jours, se jouera à haute température et sur un terrain artificiel. Nous jouerons pour gagner ». L'on se rappelle qu'avant le match du Caire, il avait déclaré : « Je n'ai pas peur d'Al Ahly. Ils sont favoris en aller et retour, mais nous allons donner le meilleur de nous-mêmes. Sur un match, même en aller-retour, nous avons notre mot à dire, nous n'avons pas envie de nous taire et de nous laisser édictés par Al Ahly. On va jouer notre partition ». Dans l'autre match du groupe, El Merreikh de Soudan a fait match nul de zéro but partout avec Simba SC de Tanzanie. Au classement, Simba est premier après trois journées avec 7 points, suivi de V.Club et Al Ahly qui ont chacun 4 points. El Merreikh est lanterne rouge avec 1 point. Le 16 mars au stade des Martyrs, V.Club offrira son hospitalité à Al Ahly alors que Simba recevra El Merreikh.

Martin Enyimo

CAF-C1

Première défaite de Mazembe à domicile depuis 2012

C'était pour la première fois que le Tout Puissant Mazembe se soit incliné dans son stade de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, inauguré en juillet 2012, en compétition africaine interclubs. Et le bourreau, ce fut Mamelodi Sundowns d'Afrique.

Les Corbeaux du Grand Katanga ont finalement été vulnérables dans leur antre, le 6 mars 2021, en troisième journée du groupe B de la Ligue des champions. Un but à deux, ce fut le score au terme d'une partie. Une première défaite à domicile dans l'ensemble après 53 matchs de Coupe d'Afrique. Peter Shalulile a ouvert la marque pour les « Brésiliens » d'Afrique du Sud à la 67e minute. Entré en jeu à la 63e minute à la place d'Ushindi wa Kubanza, l'expérimenté Trésor Mputu a égalisé pour les Corbeaux du Grand Katanga à la 82e minute, sur une passe de Benson Ochaya. Mais Mazembe a finalement courbé l'échine sur une balle arrêtée de Lyle Lakay à la 90e minute, trompant le gardien de but Mounkoro avec l'aide d'un rebond qui a pourtant touché le ballon.

C'est à croire que Mazembe a été bouffé au niveau psychologique, n'étant pas concentré jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre camerounais Alioum Sidi. Au regard des statistiques, le résultat a reflété la physionomie du match, avec une possession de balle de Mamelodi Sundowns évaluée à 53 %, et 47 % pour Mazembe. L'équipe coachée par Mihayo Kazembe a visiblement été dominée à domicile, même en première période, les Sud-Africains n'ont pas véritablement inquiété le gardien de but malien de Mazembe, Ibrahim Mounkoro. Mais, l'entraîneur principal des Badianguena a, pour sa part,



Trésor Mputu, buteur lors de la défaite de Mazembe à domicile face à Mamelodi Sundowns (photo tpmazembe.com).
fait une autre lecture, se basant sur des faits de jeu. « La prestation n'a pas été mauvaise, le résultat final vient balayer du revers de la main tout ce que nous avons montré de bien dans cette rencontre. Le score final a trahi toute la volonté de bien faire que nous avions. Après l'égalisation, nous avons poussé pour marquer le deuxième but et derrière sur une contre-attaque, il y a Christian Koffi Kouamé qui commet la faute et Ibrahim Mounkoro n'a pas su pas maîtriser la trajectoire du ballon. Il y a eu un rebond devant lui, je dois revoir la vidéo pour comprendre ces deux fautes », a-t-il déclaré.
Et il a toutefois souligné : « Il reste

énormément de travail à faire. Pour que l'équipe progresse, nous devons multiplier les efforts et espérer quelques choses. Les joueurs se sont battus sur le terrain mais dommage. L'égalisation de Trésor Mputu est intervenue à point nommé, il pouvait même faire une plus grande différence par la qualité de ses passes. Il pouvait nous faire du bien dans cette rencontre. Je l'ai même placé à la pointe de l'attaque, il a marqué et même manqué un deuxième but. Nous allons nous remettre au travail pour sortir de ce groupe ».

Katumbi appelle à l'unité autour du club...

Cette première défaite de Mazembe dans son jardin de Lubumbashi n'a pas été du goût des supporters qui n'ont pas eu accès aux gradins du stade à cause de la restriction sanitaire. Et c'est le président sponsor du club, Moise Katumbi Chapwe, qui est monté au créneau, lançant un appel au calme, à l'unité autour de l'équipe. « Depuis la phase des groupes de la Ligue des champions, nous n'avons gagné aucun match et n'avons pas encore perdu la qualification. Nous ne devons pas perdre espoir. Nous sommes des croyants et allons nous battre. C'est impossible pour la première place et possible pour la qualification. Aux supporters, prions

pour notre équipe et réorganisons ensemble celle-ci pour nous qualifier. Ne cherchons pas des boucs-émissaires... Rien n'est perdu, nous avons de bons joueurs, ne condamnons pas l'entraîneur qui vient de reprendre l'équipe... Un vrai mazembien ne s'en prend pas au coach, l'équipe est orpheline de vous les supporters... », s'est-il adressé aux supporters, au lendemain de la défaite.

L'on rappelle que dans ce groupe Mazembe n'a pas encore remporté la moindre victoire après trois journées. Les Corbeaux comptent deux points en trois sorties, mais occupent quand même la deuxième place qualificative derrière les Brésiliens de Mamelodi Sundowns (9 points), mais devant Al Hilal du Soudan (2 points) et CR Belouizdad d'Algérie. Dans l'autre match du groupe, CR Belouizdad d'Algérie et Al Hilal du Soudan ont fait jeu égal d'un but partout le 5 mars au stade du 5 juillet d'Alger. Mohamed Abdel Raman Yousif a rapidement ouvert la marque pour le club soudanais dès la 3e minute. Et le Béninois Marcellin Koukpo a égalisé pour le club algérien à la 43e minute. En quatrième journée, Mazembe ira défier Mamelodi Sundowns à Pretoria le 16 mars. Et Al Hilal accueillera à Omdurman au Soudan CR Belouizdad d'Algérie.

.M.E.

PRÉSIDENTIELLE 2021

La CNEI annonce la distribution des cartes d'électeurs

Le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka, a annoncé le 5 mars, lors de la session de formation des responsables des commissions locales, que la distribution des cartes pourrait intervenir dès ce lundi 8 mars.



« Notre ambition est de faire en sorte que lundi démarre la distribution des cartes d'électeurs sur l'ensemble du territoire national », a déclaré Henri Bouka.

La session de formation a, en effet, permis aux responsables des Commissions locales des

la distribution des cartes électorales ; le rôle et les compétences de la Colel ; le délégué et le bureau de vote.

A cet effet, le président de la CNEI a insisté sur les attributions de chaque membre, qui sont définies par l'ensemble des textes régissant le proces-

Les responsables des Colels/Adiac des listes électorales, la centralisation et la compilation des résultats au niveau local. « Dans le système congolais, l'administration ne peut pas tout faire seule. L'ensemble du matériel électoral va être réceptionné par les autorités locales. A ce stade de préparation, la commission et l'administration doivent travailler la main dans la main. Il vous faut une collaboration exemplaire et faire preuve de beaucoup de professionnalisme, car seul le succès compte », a rappelé Henri Bouka, insistant sur une

élection transparente et apaisée le 21 mars prochain.

Parfait Wilfried Douniama

« Notre ambition est de faire en sorte que lundi démarre la distribution des cartes d'électeurs sur l'ensemble du territoire national »

élections (Colel) de parfaire leurs connaissances sur les notions essentielles, notamment

sus électoral en République du Congo. Henri Bouka a aussi mis un accès sur l'affichage

GUINÉE ÉQUATORIALE

Explosions de dépôts militaires à Bata

Quatre puissantes explosions d'un dépôt d'armes et de munitions ont fait au moins 20 morts et 600 blessés, le 7 mars en milieu d'après-midi, dans un camp militaire et ses environs à Bata en Guinée équatoriale, selon un bilan provisoire communiqué par la présidence.

Dans un communiqué lu sur la chaîne publique Television de Guinée équatoriale (TVGE), le chef d'Etat, Teodoro Obiang Nguema, a déclaré que les explosions étaient « un accident dû à la négligence de l'unité chargée de garder les explosifs, la dynamite et les munitions », dans le camp militaire du quartier de Nkoa Ntoma, dans la capitale économique, qui abrite notamment des éléments des forces spéciales et de la gendarmerie, accusant des fermiers d'avoir laissé se propager un feu mal maîtrisé.

« Le souffle de l'explosion a endommagé presque tous les bâtiments de Bata », poursuit le communiqué. Le ministère de la Santé évaluait, un peu plus tôt dans la journée de dimanche, à « au moins 400 », le nombre de blessés.

Une partie de ces derniers a été secourue tant bien que mal sur place, d'autres ont été transportés dans plusieurs hôpitaux submergés. Le ministre de la Santé a lancé un appel urgent au don de sang. Le bilan de 20 morts et 600 blessés est encore provisoire.

Maisons réduites à l'état de ruines

La chaîne publique diffuse, depuis plusieurs heures, de nombreuses images de maisons réduites à l'état de ruines dans les environs du camp militaire, de blessés – notamment des enfants – extirpés des décombres par des civils et des pompiers, et d'autres couchés à même le sol, dans un hôpital et placés sous perfusion.

Le chef de l'Etat a ordonné une enquête et « lancé un appel à la communauté internationale à

soutenir la Guinée équatoriale dans ces moments rendus encore plus difficiles par la conjonction de la crise économique due à la chute des prix du pétrole et de la pandémie de Covid-19 ». Durant quelques heures, les communications téléphoniques entre Bata, la plus grande ville du pays et la capitale Malabo étaient difficiles voire impossibles. « Nous entendons les explosions et on voit la fumée, mais on ne sait pas ce qu'il se passe », a témoigné auprès de l'Agence France-press un habitant de Bata, joint par téléphone.

Parmi les premières réactions, celle d'Olivier Brochenin, ambassadeur français en Guinée équatoriale, qui a exprimé ses condoléances et sa solidarité envers les victimes de ce qu'il qualifie de « catastrophe ».

Josiane Mambou Loukoula et AFP

JOURNÉE SCIENTIFIQUE

La neuroendoscopie à l'honneur au CHU-B

Une équipe du service de neurochirurgie du CHU de Yopougon à Abidjan en Côte-d'Ivoire, conduite par le Pr Landry Drogba, en séjour en terre congolaise, a échangé le 5 mars avec ses homologues du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) sur les avantages de la neuroendoscopie.



Les participants à la rencontre

La communication du Pr Landry Drogba a porté sur la neuroendoscopie qui commence à évoluer vers un aspect plus thérapeutique. Selon lui, cette nouvelle technique doit être prise sous l'angle de la rationalité. « L'endoscopie fait partie de la chirurgie mini-invasive, c'est-à-dire, que ce n'est pas la petite chirurgie, mais une chirurgie avec moins de lésions sur les tissus permettant une meilleure opération », a-t-il expliqué.

Dans son exposé, Landry Drogba, a mis en exergue le large champ que renferme cette nouvelle technique qui commence à prendre l'âge et dont le personnel soignant doit s'en approprier. Il s'agit, selon lui, d'un outil de travail qui évolue vers une sous spécialité neurochirurgicale. Notons que c'est pendant la moitié du vingtième siècle qu'il y a eu les premiers prémices de cette technique. Ce projet va permettre d'opérer des malades porteurs de tumeurs de l'hypophyse et des hydrocéphalies dans un premier temps.

Guillaume Ondze

BÉNIN

La ministre des Affaires sociales plaide pour des mesures visant à accélérer l'égalité des sexes

La ministre béninoise des Affaires sociales et de la microfinance, Véronique Tognifodé, a exhorté dimanche soir à Cotonou tous les acteurs qui militent en faveur de l'égalité des sexes au Bénin à envisager des mesures et actions encore plus innovantes, adaptées aux réalités socio-culturelles du pays en vue d'éliminer les obstacles et à accélérer le progrès.

Il s'agit notamment, selon elle, des femmes leaders béninoises, des jeunes pousses ou « startups », des entrepreneurs sociaux, et enfin des partenaires techniques et financiers.

Dans son message radiodiffusé à la veille de la célébration de la 26e édition de la Journée internationale de la femme (JIF) sur le thème : « Leadership féminin : pour un futur égalitaire dans le monde du Covid-19 », Mme Tognifodé pense que si des efforts réels ont été fournis par le gouvernement et ses partenaires techniques au point où la femme béninoise est perçue de nos jours comme un agent de développement au même titre que l'homme, l'égalité réelle n'a pas encore été atteinte.

« Notre environnement socio-culturel n'est pas encore entièrement favorable à l'égalité homme-femme. Les femmes et les hommes n'ont pas encore atteint les mêmes droits : droits sociaux, droits économiques, droits politiques. C'est pourquoi il importe d'innover en recherchant des outils toujours plus modernes de consolidation et de pérennisation des acquis des investissements visant le renforcement du leadership féminin », a-t-elle souhaité, déplorant une inégalité croissante entre les deux sexes.

« Les femmes sont sous-représentées dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie. Cette sous-représentation constitue un obstacle qui les empêche d'être à l'origine ou d'avoir une influence déterminante sur les innovations nécessaires pour une transformation positive de la société », a-t-elle regretté.

Xinhua

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le volet social d'« Ensemble, poursuivons la marche » présenté à la presse

Les porte-paroles du candidat Denis Sassou N'Guesso ont animé, le 8 mars à Brazzaville, une conférence de presse au cours de laquelle ils ont présenté les neuf axes du projet de société « Ensemble, poursuivons la marche », avec un accent particulier sur le volet social.

Entouré de dix porte-paroles thématiques, le 1^{er} directeur national adjoint de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso, Anatole Collinet Makosso, a rappelé, dans son propos liminaire, que malgré les difficultés de parcours, le précédent projet de société « La marche vers le développement » demeure une ambition noble et pertinente. C'est ainsi qu'il a souligné la nécessité de poursuivre le projet à base duquel Denis Sassou N'Guesso a été réélu.

Selon lui, « Ensemble, poursuivons la marche » offre aux potentiels électeurs un aperçu des outils d'analyse permettant de mieux comprendre le fonctionnement et la signification du Congo de demain envisagé par Denis Sassou N'Guesso. « *Enrichi, actualisé et articulé à l'agenda 2030, notamment Objectifs de développement durable (ODD) ; à l'agenda 2063 de l'Union africaine et au plan national de développement, la marche à poursuivre rappelle la place du développement du capital humain...* », a-t-il déclaré. D'après Anatole Collinet Makosso, ce projet de société invite à conso-



Anatole Collinet Makosso entouré des porte-paroles thématiques du candidat Denis Sassou N'Guesso/Adiac

luder les fondements du mieux vivre-ensemble en faisant de la paix la clé du développement et du progrès. Ce qui suppose, a-t-il dit, le renforcement du dialogue, de l'Etat de droit et de la gouvernance publique. Il s'agit aussi de relever et diversifier l'économie en renforçant les capacités des financements. « *L'objectif étant de créer un marché où les équilibres macroéconomiques permettent la création des emplois ; développer de façon soutenue*

l'agriculture et en faire le fer de lance d'un nouveau rêve congolais. La nouvelle politique agricole doit impulser l'action et permettre de réduire la dépendance extérieure en vivres ou produits de consommation », a commenté Anatole Collinet Makosso.

Il est prévu dans ce document de faire du progrès social une priorité absolue en améliorant la qualité du citoyen congolais ; s'approprier le développement durable en promouvant une nouvelle culture de

protection de l'environnement. Ce qui participe, a-t-il poursuivi, d'une volonté de penser à la qualité de vie des générations futures. Denis Sassou N'Guesso entend aussi éradiquer les antivaleurs dans les administrations et bannir tout frein au développement et au progrès social ; redynamiser la vie culturelle nationale et faire de la culture l'âme du peuple congolais.

Il promet, par ailleurs, de réorganiser l'outil diplomatique en lui donnant des axes majeurs d'opération-

nalisation : visibilité diplomatique et promotion de paix avec un accent particulier sur le multiculturalisme ; développement d'une diplomatie plus active, plus économique que représentative.

« *...Malgré les obstacles dans notre marche vers le développement, le peuple congolais est resté debout, il n'a pas renoncé à marcher. Grâce à la bonne gouvernance et à l'assainissement des finances publiques, à la consolidation des fondements de notre vie partagée et à la résilience face aux différents chocs Denis Sassou N'Guesso redonnera espoir et force de poursuivre la marche dans l'unité et la concorde nationale vers un nouveau Congo* », a conclu le principal orateur.

L'échange a, ensuite, tourné autour de la manière dont le candidat président entend mettre en œuvre son nouveau contrat social proposé au peuple congolais. Ainsi, chaque porte-parole a, selon sa thématique, répondu aux interrogations des journalistes.

Parfait Wilfried Douniama

Des diplomates européens s'imprègnent du déroulement des actes préparatoires

Avec pour résidence Kinshasa, les diplomates de quatre pays européens accrédités en République du Congo, à savoir Espagne, Suède, Royaume-Uni et Suisse, ont échangé le 5 mars avec le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka.



Henri Bouka et la délégation des diplomates européens dans les couloirs de la CNEI/Adiac « *Nous sommes venus pour échanger avec les différentes institutions de la République du Congo, notamment le président de la CNEI qui a eu l'amabilité de nous recevoir aujourd'hui pour nous expliquer et renseigner sur la tenue de l'élection présidentielle du 21 mars prochain. Nous le remercions pour cela* », a expliqué le chef de mission adjoint de l'ambassade d'Espagne, Alvaro de Travesedo, qu'accompagnait, entre autres, Matilda Schedwin, conseillère politique et économique de l'ambassade de Suède.

Le président de la CNEI a, de son côté, remis à ses hôtes une compilation des textes régissant le processus électoral en République du Congo.

Parfait Wilfried Douniama

Une marche sportive marque le point de départ de la campagne à Ouenzé

La direction de campagne du candidat à l'élection présidentielle du 21 mars, Denis Sassou N'Guesso, dans la première circonscription électorale de Ouenzé a officiellement lancé sa campagne électorale, le 7 mars, par une marche sportive et un méga meeting qui a regroupé plusieurs partisans au stade Saint-Denis.



Après la marche sportive des partisans, un méga meeting au stade Saint-Denis/Adiac

Sous le dynamisme de leur directeur local de campagne, Juste Désiré Mondelé, les habitants de Ouenzé ont de façon très synchronisée marché plus de cinq kilomètres afin de marquer leur présence sur le terrain électoral. La marche a commencé très tôt, au rond-point du Poste de sécurité publique de Chacona jusqu'au stade Saint-Denis à Mpila, en passant par la mairie de Talangaï, le rond-point Ebina, le rond-point Koulounda, le CEG Lheyet-Gaboka et l'avenue de France.

Les militants issus de plusieurs partis politiques, essentiellement du club 2002 pur et du Parti congolais du travail ont promis au directeur

local de campagne, à son adjointe Mireille Opa Elion, leur soutien indéfectible au candidat Denis Sassou N'Guesso.

Après près de deux heures de marche, la foule a suivi, à Saint-Denis, quelques discours tenus par le porte-parole du candidat dans le domaine de la santé, le Pr Alexis Elira Dokekias, Juste Désiré Mondelé et Mireille Opa. Ils ont, en effet, évoqué la nécessité de voter leur candidat puisqu'ils estiment que ce dernier met la jeunesse au cœur de son projet de société avec notamment la réduction du chômage, la construction des hôpitaux, des universités et autres structures devant

améliorer les conditions de vie de la population.

« *Nous avons lancé la campagne dans la première circonscription de Ouenzé. Comme vous le savez, à Ouenzé nous avons l'habitude de marcher chaque dimanche avec les habitants des trois quartiers. Nous avons juste un seul message, celui de soutenir le candidat Denis Sassou N'Guesso. Ils doivent voter massivement le candidat de l'espoir; le 21 mars, car c'est le grand ami de la jeunesse* », a déclaré le directeur local de la campagne à Ouenzé, Juste Désiré Mondelé.

Rude Ngoma

8 MARS

La femme congolaise doit faire entendre sa voix

La ministre en charge de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo, a demandé le 8 mars, à la femme de ne permettre à personne de détruire ses rêves.

Jacqueline Lydia Mikolo a fait l'inviter à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme commémorée sur le thème : « Femme congolaise, la paix et le processus électoral dans le contexte de la pandémie à coronavirus ».

La 111e édition est célébrée au niveau international sur le thème : « Leadership féminin : pour un futur égalitaire dans le monde de la Covid-19 ».

La femme congolaise, explique-t-elle, a une voix qui compte et ne doit pas permettre qu'on lui vole la paix. Elle doit s'impliquer dans la réalisation des activités du mois de la femme.

En effet, les femmes ont été assurées d'un numéro vert d'urgence mis à leur disposition pour dénoncer toutes formes de violences faites à leur égard. Le 14 44 est un numéro gratuit permettant aux victimes et aux témoins des actes de violences basées sur le

genre de joindre les services de sécurité dans l'anonymat.

De même, elles ont été édifiées sur l'avant-projet de loi sur les violences faites aux femmes transmis au secrétariat général du gouvernement qui suit son cours. « L'avant-projet de loi intègre les nouvelles formes de violences basées sur le genre : les violences en milieu professionnel, les violences économiques et prend en compte la femme réfugiée en tant qu'une personne vulnérable », a-t-elle déclaré.

La ministre a rappelé quelques avancées significatives dans le domaine de l'éducation des filles. Selon elle, la scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans. Dans le domaine de la santé avec la gratuité de la césarienne, de la chirurgie de la grossesse extra utérine, de l'implantation des Centres de santé intégrés maternels et infantiles et bien d'autres.

Elle a, par ailleurs, souligné le

risque que court la jeune fille en milieu rural. Elle est exposée au mariage et à la grossesse précoces ainsi qu'à la limitation des chances d'accéder aux études et aux marchés de l'emploi.

Jacqueline Lydia Mikolo a indiqué que la promotion du leadership féminin est l'un des axes prioritaires de la politique nationale assortie d'un plan d'action de mise en œuvre 2017 à 2021.

Le coordonnateur résident du système des Nations unies, Christ Mburu, a fait l'historique de la Journée de la femme. Il a expliqué que cette journée a commencé depuis plus d'un siècle avec les manifestations des femmes réclamant le droit de vote, les meilleures conditions de travail ainsi que l'égalité entre les sexes, ajoutant qu'on ne peut pas abandonner la femme pour parler du développement.

Répartition des femmes dans

quelques instances de prise de décision

Au gouvernement, en 2016 : 30 hommes ministres contre huit femmes

2017 : 28 hommes contre huit femmes

Actuellement 28 hommes contre sept femmes, soit 20%.

Au Sénat, le pourcentage est passé de 19, 44% de 2012 à 2017 à 20, 83 % à celle de 2017 à 2022.

Actuellement, le bureau compte six hommes et une femme, soit 14,2%.

A l'Assemblée nationale de la 13e à la 14e législature, le pourcentage des femmes est passé de 8, 75% à 11,25%. L'actuel bureau compte six hommes contre une femme, soit 14,2% ;

A la Cour constitutionnelle : quatre hommes contre deux femmes, soit 33,33%

A la Haute cour de justice : vingt-sept hommes, neuf femmes, soit 25%

Au Conseil économique, social et environnemental, deux hommes contre deux femmes, soit 50%

A la Commission nationale des droits de l'homme : trois hommes contre deux femmes

Au Conseil consultatif de la femme zéro homme contre trois femmes soit 100%

Au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap : trois hommes contre une femme, soit 25%

Au Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales : deux hommes contre une femme, soit 34%

Au Conseil supérieur de la liberté de communication : deux hommes contre une femme, soit 33%

A la Cour des Comptes et de discipline budgétaire : quatre hommes contre une femme, soit 20%, la liste n'est pas exhaustive

Lydie Gisèle Oka

« Tosala », les voix des femmes unies pour sensibiliser au leadership féminin

Projet musical et documentaire réalisés par Flore Onissah, sous la direction artistique des chanteuses Oupta et Fanie Fayar, et la direction artistique en image de Mildred Moukenga, « Tosala » rassemble les voix de dix-huit artistes féminines les plus connues du Congo, pour dénoncer les violences faites aux femmes et les sensibiliser au leadership féminin.

De sa traduction en français, « Agissons », Tosala est un éveil, un message de conscientisation à l'endroit de la société, particulièrement à celui de la femme. En brisant le silence, ce projet exhorte la femme à se lever et transformer le poids des traditions en des actions spectaculaires. « Lève-toi, par le glaive de ta matière grise, brise cette phalocratie qui te bestialise. Femme, même dans l'ombre, soit la lumière du monde », clame Mariusca Moukengue dans le clip vidéo du single « Tosala ».

En effet, contrairement à certaines pensées misogynes, « Tosala » interpelle sur le fait que les femmes ne sont pas des esclaves et par conséquent, elles ne

réalisations et méritent d'être appréciées à leur juste valeur. Et donc pour incarner à merveille ces mots de la slameuse congolaise, on les voit apparaître dans le clip sous différentes casquettes : conductrices de taxi, couturière, ouvrière, policière, commerçante et bureaucrate.

Le film documentaire, quant à lui, est une synthèse de témoignages et un partage d'émotions concernant les violences que continuent de subir les femmes. En 26 min, ces femmes ont livré les rouages de leur profond ressenti et de certaines expériences douloureuses du passé. Ceci dans le but d'inciter d'autres femmes à briser le silence, quitter des mauvaises conditions dans lesquelles elles se

La beauté de ce projet artistique réside aussi dans sa sonorité mêlant plusieurs genres tels le slam, le rap, l'afrobeat. Véritable cocktail rendant hommage à la richesse des langues maternelles congolaises notamment le lingala, kituba, mbochi, lari, makoua, kongo, bembé, téké, hangala et le vili. De son côté, Gladys Samba estime que ce projet permettra à l'ensemble de la population, chacun dans sa langue ethnique, de pouvoir capter le message essentiel transmis.

Les dix-huit artistes ayant donné de leurs voix pour engendrer ce projet musical et documentaire sont : Spirita Nanda, Welicia Labelle, Mariusca Moukengue, Nestelia Forest, Jessy B, Cilia Jules, Oupta, Gladys Samba, Fanie Fayar, Monie Kongo, Maman Credo, Benie Chicane, La Pie d'or, Liz Babindamana, Gypsie la tigresse, Dulcie Kiyindou et Brainda Wisdom.

Notons que le dévoilement, le 6 mars dernier, du single et film documentaire « Tosala » marquait le lancement de la campagne de sensibilisation aux droits de la femme initiée par l'Institut français du Congo. S'étendant jusqu'au 27 mars, l'évènement est organisé en partenariat avec le ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement ; l'ambassade de France au Congo ; la délégation de l'Union européenne ; l'Association des femmes juristes du Congo, etc.

Merveille Atipo

Les femmes d'Averda partagent leur expérience

Lors d'une rencontre relative à la célébration de la Journée internationale du 8 mars, les femmes d'Averda, entreprise spécialisée dans la gestion des déchets, ont échangé sur leur apport dans le combat de l'émancipation professionnelle.



Les travailleuses d'Averda échangeant sur « l'émancipation professionnelle »

Des dizaines de travailleuses d'Averda communément appelées « averdiennes », des différents quartiers de Brazzaville, de Pointe-Noire ainsi que celles des autres pays où l'entreprise est implantée ont pris part à la rencontre en ligne qui s'est tenue dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme. Elles ont tour à tour fait des évocations sur leurs expériences diverses et variées sur la place de la femme dans l'entreprise.

« Les femmes doivent être respectées pour ce qu'elles sont et ce qu'elles font. Ainsi, au sein de notre entreprise, les femmes ne sont pas mises en marge concernant les postes de responsabilité », a expliqué Sandra Grace, évoluant au bureau de Pointe-Noire.

Par ailleurs, Fallone Moungani, pour sa part, a encouragé ses collègues à bien concilier leur vie privée et professionnelle tout en continuant à apprendre.

La particularité d'Averda Congo, comparativement aux autres pays, est que le taux de femmes sur le terrain est élevé. Sur le terrain, il s'agit des tâches qui nécessitent certaines aptitudes physiques souvent réservées aux hommes que les femmes d'Averda assument sans la moindre difficulté.

Pour lier l'utile à l'agréable, la direction générale d'Averda Congo a félicité les femmes de cette entreprise en mettant à leur disposition des kits composés de pagnes et de produits cosmétiques.

Guillaume Ondze

« les hommes et les femmes sont égaux. Hommes, respectez les femmes, aimez-les, honorez-les. Elles sont vos mères ».

devraient pas acceptées toutes formes de violences ou d'humiliations. Elles doivent dire non à la barbarie et se lever contre toutes les limites érigées par la société. « C'est toi la lionne, sois intelligente. Essuie tes larmes, femme lève-toi. Levons-nous, agissons pour élever la femme. Agissons, agissons », détaille quelques extraits du projet.

A travers le single, les dix-huit artistes ayant participé à ce projet parlent au nom des femmes, tout en notifiant que ces dernières sont capables de grandes

trouvent et ainsi, se reconstruire pour pouvoir aller de l'avant.

« Tosala » est aussi un cri de cœur pour voir s'arrêter les violences faites aux femmes

C'est une insurrection contre le harcèlement sexuel en milieu artistique et scolaire dont sont toujours victimes de nombreuses femmes partout dans le monde. A ce propos, Fanie Fayar a déclaré : « les hommes et les femmes sont égaux. Hommes, respectez les femmes, aimez-les, honorez-les. Elles sont vos mères ».

8 MARS

L'ONU invite à privilégier le leadership féminin

À l'occasion de la Journée internationale des femmes célébrée le 8 mars de chaque année, les Nations unies ont appelé à faire du leadership des femmes une priorité dans tous les domaines.

« L'absence généralisée et désastreuse de représentation des intérêts des femmes a trop duré », a déclaré Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU Femmes, dans un message pour la journée.

Elle a appelé à renforcer la représentativité des femmes « dans tous les domaines, actuellement dominés par les hommes, où des décisions sur des questions qui affectent la vie des femmes sont prises ».

Cette année, la Journée internationale des femmes met en avant le pouvoir de transformation que recèle la participation des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes.

« Les faits sont là. Quand les femmes gouvernent, l'État investit davantage dans la protection sociale et la pauvreté régresse plus vite. Quand les femmes siègent au Parlement, les pays sont plus fermes dans leurs politiques de lutte contre les changements climatiques. Quand les femmes participent aux négociations de paix, les accords sont plus durables », a, pour sa part, expliqué Antonio Guterres,



Phumzile Mlambo-Ngcuka

le secrétaire général des Nations unies dans son message pour la journée.

Depuis que les femmes sont aussi nombreuses que les hommes aux plus hautes fonctions de l'ONU, l'action de l'organisation internationale en faveur de la paix, du développement durable et des droits humains est en-

core plus concertée, a souligné le secrétaire général.

Dans une tribune publiée par l'agence Inter Press Service, Audrey Azoulay, la directrice générale de l'Unesco, et Katrín Jakobsdóttir, la Première ministre d'Islande estiment que compter le nombre de femmes occupant les plus hauts postes de pouvoir ne

suffit pas.

« Le monde a besoin de femmes leaders. Il a surtout besoin de leaders féministes », ont-elles déclaré. « Nous avons donc la responsabilité de soutenir ces leaders féministes, d'où qu'elles viennent. Pour le bénéfice des femmes et de l'égalité des genres, mais

plus généralement pour l'ensemble de nos sociétés. Car c'est de cela dont il est question ». La directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour la population, Natalia Kanem (UNFPA), l'agence onusienne pour la santé sexuelle et reproductive a encouragé les femmes et les filles qui rêvent de leadership à le faire. « N'attendez pas. C'est votre droit et le monde a plus que jamais besoin de vous », a-t-elle dit.

A ce jour, aucun pays n'a encore atteint la parité totale entre les sexes en matière de leadership. « Mais je crois que nous y arriverons et que les femmes, collectivement, changeront notre monde pour le mieux », a dit Natalia Kanem. Un avis partagé par le secrétaire général de l'ONU.

« Qu'elles soient à la tête d'un pays, d'une entreprise ou d'un mouvement populaire, les femmes agissent concrètement pour le bien commun et font progresser la réalisation des objectifs de développement durable », a souligné le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres.

Yvette Reine Nzaba

ENSEIGNEMENT

Top 10 des pays africains ayant le meilleur système éducatif - classement 2020

Malgré que l'Afrique reste le continent qui enregistre le plus grand taux d'exclusion scolaire dans le monde, bon nombre de pays africains ont construit un système éducatif performant, capable de rivaliser avec les pays occidentaux. Ces pays considèrent vital et essentiel le développement des systèmes éducatifs et l'amélioration du taux d'alphabétisation.

Classement des 10 meilleurs systèmes éducatifs africains

1. Les Seychelles

Les îles seychelles, avec environ 100 000 habitants, le pays dispose du meilleur système éducatif en Afrique, avec 69,3 points et c'est le seul pays africain dans le top 50 du système éducatif mondial, à la 43e position. C'est le seul pays africain à avoir réussi l'objectif de l'Unesco d'« Education pour tous », selon le Forum économique mondial. L'école est gratuite et obligatoire jusqu'à 16 ans, et jusqu'à 18 ans dans l'enseignement secondaire. Le gouvernement y a consacré 12% du budget. En outre, il existe des systèmes éducatifs individuels.

La Finlande reste à la première place du classement mondial avec un score de 114 points.

2. Tunisie

C'est le pays arabe le plus scolarisé d'Afrique. L'éducation est une priorité. Elle a procédé récemment à la refonte de son système éducatif. La qualité de l'éducation a été améliorée, grâce à l'investissement public et privé. Ce qui a attiré des étudiants subsahariens. La Tunisie se classe au 71e rang mondial du système éducatif avec 61,4 points. La Tunisie se

classe au 49e rang pour l'espérance de vie scolaire et au 51e pour le ratio élèves / enseignant dans l'enseignement primaire. Plus de 20% du budget du pays est consacré à l'éducation.

3. Maurice

Une grande partie des avancées de l'éducation à Maurice a été initiée à partir de l'époque coloniale britannique. Après avoir accédé à l'indépendance, le pays a maintenu et amélioré le système éducatif britannique. Ce qui a eu beaucoup d'impact. Maurice attire des activités touristiques qui se complètent par le développement d'une éducation de meilleure qualité. Son taux d'alphabétisation est estimé à environ 84,40%, pour un score de 61 points.

4. Afrique du Sud

L'Afrique du Sud consacre 18% de son budget national à l'amélioration des normes d'éducation. Ses universités sont classées parmi les meilleures d'Afrique et s'étendent au classement mondial, avec 58,4 points et une 84e place sur le système éducatif mondial. Le taux d'alphabétisation est l'un des plus faibles en Afrique.

5. Algérie

Depuis 1970, l'école y est obligatoire de

6 à 15 ans. Le pays totalise un score de 57,4 points et se classe au 88e rang des meilleurs pays du système éducatif au monde.

6. Botswana

Depuis 1966, date de son indépendance, le Botswana a fait des efforts pour améliorer son système éducatif, malgré un passage à vide, avec peu de diplômés. La situation s'est aujourd'hui améliorée. Le pays totalise un score de 56,7 points, et fait partie des Etats africains ayant les meilleurs systèmes éducatifs. L'école est obligatoire entre 6 et 16 ans. Durant cette période académique, le gouvernement est responsable et fournit des fonds nécessaires à la bonne marche de l'école.

7. Kenya

Le Kenya a fixé à 8 ans la durée de l'enseignement primaire et à 14 ans l'enseignement secondaire, donnant un élan particulier à l'éducation. Ancienne colonie britannique, le pays a bénéficié d'une base solide en matière d'éducation. Celle-ci a été complétée par le gouvernement indigène. Le pays compte actuellement plus de 30 établissements d'enseignement supérieur de haut rang, attirant les étudiants est-africains. Avec un score de 55,4 points, le Kenya est devant l'Inde

et derrière le Brésil sur le classement des systèmes éducatifs mondiaux

8. Cap-Vert

Le Cap-Vert a pendant longtemps conservé un système éducatif similaire au système portugais. Avec les temps, les universités et les écoles locales ont su gagner en rendements, en passant au système américain. Aujourd'hui, Capo Verde totalise un score de 55,3 points.

9. Egypte

Selon le classement de l'Unesco, l'Égypte occupe 71% du taux d'alphabétisation moyen et se classe au 99e rang du système éducatif mondial. Son système éducatif enregistre 52,8 points. L'éducation est obligatoire de 6 à 17 ans, et l'éducation de base étant un droit à tout enfant égyptien dès l'âge de 6 ans.

10. Namibie

En Namibie, il existe une norme qui fait que l'école est obligatoire de 6 à 16 ans, et la Constitution charge le gouvernement à fournir des fonds nécessaires à l'éducation des enfants. A cela s'ajoute un nombre important d'écoles d'apprentissage de qualité. Ce qui classe la Namibie au 10e rang du système éducatif africain, avec 52,7 points.

Noël Ndong



CONGRES D'INITIATIVES DEMOCRATIQUES & SOCIALES

Rassembler pour construire

DECLARATION DU CONGRES D'INITIATIVES DEMOCRATIQUES & SOCIALES (CIDES) À L'OCCASION DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 21 MARS 2021

Dolisie 3 mars 2021

L'élection présidentielle du 21 mars 2021 se déroule dans un contexte de grave crise économique et sanitaire.

Cependant, en dépit de cette situation particulière au plan national et international, il incombe à l'ensemble de la classe politique de notre pays de faire œuvre commune d'imagination afin de créer les conditions permettant à notre peuple de traverser la période en cours avec moins de dégâts au plan social.

Au regard des défis qu'il nous revient tous en charge de relever pour conforter les fondations d'une nation susceptible de s'inscrire et de s'installer de façon continue dans la modernité, le CideS estime que le mieux-vivre individuel constitue la garantie du mieux-vivre-ensemble dans un pays où la créativité individuelle adossée au génie collectif devient une raison d'espoir partagé.

Après avoir pris acte des déclarations de foi des différents candidats à l'élection présidentielle en vue,

-Vu les déclarations des Comités exécutifs confédéraux du CideS dans les départements de notre pays ;

-Considérant que les différentes déclarations sont conformes à la ligne politique du Parti, notamment en ce qu'elle pose en objectif, la problématique de la réconciliation nationale des filles et fils du Congo, telle une œuvre préalable indispensable à l'édification d'une nation libre, démocratique, en paix et au travail ;

-Considérant, qu'en regard de tous les soubresauts qui n'ont de cesse, par attermolements successifs, ensemencé dans le sein profond de notre peuple, tant de frustrations et de haines du fait de l'action politique, le dialogue sans excommunication, entre acteurs politiques de notre pays, dans leur diversité, reste une exigence majeure et opportune, pour une vie démocratique apaisée ;

-Considérant que les membres du CideS sont profondément convaincus, qu'une telle perspective suggère, que dans un mouvement collectif de tolérance, soit entrepris un dialogue de raison, apte à servir aux générations en devenir, un pays uni et prospère, au sein duquel, la démocratie, en épousant les fondamentaux qui en sont le ferment, et en éloignant les pesanteurs qui en sont le frein, s'y installera de manière consensuelle et pérenne ;

-Considérant que c'est assurément à ce prix que la République s'affirmera comme protectrice de tous, une et indivisible,

fraternelle et solidaire, promotrice des talents en tous les domaines, dont les règles à vocation égalitaire entre citoyens viendraient à définitivement bannir l'expression de la territorialisation clanique dans le cours du jeu démocratique et dans l'exercice du pouvoir ;

-Considérant qu'il convient de tirer, ici et maintenant, ensemble, les leçons d'une histoire politique mouvementée et destructrice pour inscrire et installer le Congo dans la modernité et la paix perpétuelle ;

-Considérant qu'une telle entreprise, à faire partager et porter par l'ensemble de notre peuple, doit être accueillie, à l'occasion de la présente élection présidentielle, par toutes les forces vives de notre pays, tel un défi en partage aux confins de nos frustrations et haines accumulées ;

C'est pourquoi,

1. Pour emprunter le chemin qui conduit au nécessaire dialogue de raison, en vue de l'édification démocratique et fraternelle du Congo, le CideS est convaincu, qu'il échoit, au Président de la République actuel, Denis SASSOU-N'GUESSO, d'assumer, LUI, es qualité, devant le vide laissé, du chef du destin, par les autres différents protagonistes qui ont incarné tantôt l'unité, tantôt les instants d'égarements collectifs de notre vie politique nationale, la mission et la responsabilité historiques d'offrir l'occasion, de faire écrire, à notre peuple, de nouvelles pages d'histoire, portées notamment par le respect de la Vie et de la Liberté, en en appelant au génie et à l'humanisme collectifs

2. Il suit de là, que le CideS, appelle l'ensemble de ses militants à voter pour le candidat Denis SASSOU-N'GUESSO.

Fait à Dolisie, le 03 mars 2021

Pour le Comité Directeur,

Maître Destin-Arsène Tsaty-Boungou

Président du CideS

BRAZZAVILLE

Deux centres de santé intégrés rénovés par la SNPC

La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a procédé, le 8 mars à Brazzaville, à la livraison officielle des structures sanitaires de Kombo et de Talangai qu'elle a réhabilitées et remises aux normes, en présence de la ministre en charge de la santé, Jacqueline Lydia Mikolo, et celui des Hydrocarbures, Jean-Marc Thystère Tchicaya et du maire de Brazzaville Dieudonné Bantsimba.

« La rénovation et l'équipement de ces centres de santé intégrés que nous mettons à disposition aujourd'hui s'inscrivent dans le cadre de la responsabilité sociétale de la SNPC en vue de répondre aux besoins sanitaires de la population », a indiqué le directeur général de l'entreprise, Maixent Raoul Ominga.

Le Centre de santé intégré de Kombo Matari, dans le 9e arrondissement Djiri, composé de deux modules et douze pièces, s'étend sur une superficie de 1.183,44 m². « L'unité fonctionnelle de la vaccination, les salles de surveillance nutritionnelle, de consultation prénatale, le laboratoire de prélèvement et d'analyse », font partie des compartiments réhabilités et équipés, selon le secrétaire général de la Fondation SNPC, Marie-Joseph Letembet, qui a fait la présentation technique de l'ouvrage. En dehors de ces compartiments sanitaires, il y a des ouvrages d'appui comme le forage avec une réserve d'eau de plus de 9m³, l'incinérateur, le groupe électrogène, etc. L'administrateur-maire de



Le centre de santé intégré de Kombo Matari rénové et équipé/Adiac

Djiri, Victorine Ngampolo, a salué l'initiative de la SNPC qui, à travers ce geste, a amélioré les conditions d'accès aux soins de santé dans l'arrondissement tout en rapprochant les services sanitaires de la population qui ne fera plus de longues distances comme avant, à la recherche des soins de qualité dans d'autres structures hospitalières de Brazzaville, quelque peu éloignées.

A Talangai...

Dans le sixième arrondissement, un autre Centre de santé a été rénové, équipé et remis officiellement. La particularité au niveau de Talangai est que le complexe sanitaire est composé d'un centre de santé intégré et d'un hôpital pédiatrique. Là, un bâtiment principal de 356,26 m² de 18 pièces a été remis aux normes y



La coupure du ruban symbolique par le ministre Jean-Marc Thystère Tchicaya/Adiac

compris la maternité avec ses 14 pièces reconstruites sur une superficie de 223,13 m². « Ces structures comprennent, entre autres, un bloc opératoire, des salles d'anesthésie, de néonatalogie, d'accouchement, de stérilisation », a expliqué Marie-Joseph Letembet. A Talangai également, les mêmes ouvrages d'appui comme le forage, un incinérateur, un groupe électro-

gène ont été disponibles. Au niveau des deux structures sanitaires, la SNPC a mis à disposition des moyens roulants : une ambulance et un véhicule dédié aux opérations de vaccination chacune. Les pharmacies rénovées ont été nanties des médicaments de première nécessité. L'administrateur-maire de Ouenze, Marcel Nganongo, qui a représenté celui de Talangai empêché, a appelé la population au civisme pour sauvegarder ce patrimoine sanitaire. Aux agents de santé, il a rappelé le serment d'Hippocrate qu'ils devraient toujours avoir à l'esprit pour mieux répondre aux besoins de la population en matière d'offre de soins.

Rominique Makaya

« La rénovation et l'équipement de ces centres de santé intégrés que nous mettons à disposition aujourd'hui s'inscrivent dans le cadre de la responsabilité sociétale de la SNPC en vue de répondre aux besoins sanitaires de la population »



Union Européenne en République du Congo

Appel à propositions (restreint) EuropeAid/171103/DD/ACT/CG

La Délégation de l'Union Européenne en République du Congo lance un appel à propositions pour soutenir le rôle de la société civile au Congo en tant qu'acteur du développement durable, dans le cadre du programme thématique Organisations de la Société Civile (OSC).

Les objectifs spécifiques du présent appel à propositions sont :

1. Renforcer les capacités de structuration et d'intervention des Organisations de la Société Civile (OSC) congolaise afin qu'elles puissent contribuer au développement social, à la croissance économique inclusive et répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.

2. Renforcer les capacités de structuration et d'intervention des OSC congolaises ouvrant dans le secteur de la culture afin qu'elles puissent mettre en place de projets culturels inclusifs et viables.

ELIGIBILITE :

- Les organismes éligibles sont les organisations de la société civile.
- La durée initiale prévue d'une action ne peut pas être inférieure à 30 mois ni excéder 48 mois. Les actions doivent être mises en œuvre en République du Congo.
- Les propositions venant des OSC congolaises seront vivement encouragées, afin de promouvoir l'appropriation locale.
- Les demandes soumises par des organismes non établis en République du Congo doivent inclure un partenariat avec au moins une structure ayant une base juridique au Congo.

Le montant indicatif global disponible pour cet appel à propositions est de 3 000 000 EUR (environ 2 milliards de FCFA).

Le texte complet des lignes directrices à l'intention des demandeurs peut être consulté sur les sites Internet suivants :

• Lien EuropeAid : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1265480568199&do=publi.welcome&userlanguage=fr>

• Lien au site de la Délégation de l'Union Européenne : https://eeas.europa.eu/delegations/congo-brazzaville_fr

DATE LIMITE :

La date limite de remise des propositions est fixée au 20 avril 2021 à 12h (heure de Bruxelles). La note succincte de présentation devra être introduite en ligne via PROSPECT.

SESSIONS D'INFORMATION :

Des sessions d'information seront organisées à Brazzaville (16 et 18 mars 2021) et Pointe Noire (25 mars 2021). Elles seront ouvertes au public sur inscription dans la limite des places disponibles.

Pour s'inscrire, merci d'envoyer avant jeudi 11 mars 2021 un courriel à delegation-congo-brazzaville-call-for-proposals@eeas.europa.eu

MESSAGE DE BIENVENUE



La direction de campagne du candidat Denis Sassou N'Gusso dans le district de Kindamba souhaite la bienvenue à Kinkala, chef-lieu du département du Pool au candidat de la Majorité présidentielle et à la délégation qui l'accompagne ce mercredi 10 mars 2021.

Fait à Kindamba, le 8 mars 2021

Pour le directeur de campagne
du candidat Denis Sassou N'Gusso
à Kindamba.

FOOTBALL FÉMININ

La CAF en quête du pays devant abriter la Ligue des champions

La Confédération africaine de football (CAF) a lancé officiellement, le 4 mars, l'appel à candidatures pour l'organisation de la Ligue des Champions féminine, Total 2021.



Le processus d'appel à candidatures pour l'accueil de la toute première édition de la Ligue des Champions féminine de la CAF Total est désormais lancé. Les pays désireux d'abriter cette compétition sont appelés à déposer leur candidature.

Le tournoi final de la Ligue des Champions féminine de la CAF Total sera organisé pendant la période d'octobre, novembre ou décembre de chaque année, conformément à la décision du comité exécutif de la CAF.

Pour cette édition 2021, sept équipes se qualifieront pour le tournoi final à l'issue des éliminatoires organisées dans chaque union zonale, en plus du club champion du pays hôte qui est qualifié d'office. Les fédérations nationales sont priées de soumettre leur dossier de candidature présentant les stades (deux stades sont exigés) et les terrains d'entraînement (quatre sites d'entraînement au moins), les plans d'hébergement (pouvant accueillir les huit équipes), ainsi que la garantie officielle du gouvernement. La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 31 mars 2021.

La Fédération congolaise de football voulait frapper un grand coup la saison dernière en lançant, en avril, le championnat national direct du football féminin. Mais, avec la crise sanitaire due à la pandémie du coronavirus, ce projet qui devrait permettre de relancer la machine est resté dans les tiroirs.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne, 24^e journée, 2^e division

Sylver Ganvoula n'est pas entré en jeu lors de la victoire de Bochum à Greuther Fürth (2-1). Premier, Bochum relègue son adversaire à 5 points et compte 3 longueurs d'avance sur Kiel, qui joue ce dimanche.

Allemagne, 29^e journée, 4^e division, groupe Ouest
Sans Exaucé Andzouana, absent du groupe, Sportfreunde Lotte concède le nul 1-1 face au Preussen Münster (1-1).

Angleterre, 35^e journée, 2^e division

Deuxième défaite, et troisième match sans victoire, d'affilée pour Nottingham, qui baisse pavillon à Watford (0-1). Brice Samba, titulaire, est malheureux sur le but :

le tir de Masina lui passe entre les jambes après un rebond vicieux.

Bristol est défait à domicile par les Queens Park Rangers (0-2). Sans Han-Noah Massengo, resté sur le banc.

Angleterre, 34^e journée, 3^e division
Christopher Missilou est entré à la 73^e lors de la défaite de Swindon Town à Accrington (1-2). Swindon est 20^e et premier non-reléguable.

Angleterre, 34^e journée, 4^e division
Oldham Athletic est tenu en échec par Southend United (0-0). Dylan Bahamboula a été remplacé à la 86^e.

Malgré l'entrée en jeu d'Offrande Zanzala à la 46^e, Carlisle United chute à Morecambe (1-3).

Carlisle est 13^e avec 43 points et Oldham est 16^e avec 39 points.

Belgique, 29^e journée, 1^{re} division

Eupen perd deux points face à Louvain (3-3). Remplaçant, Senna Miangué est entré à la 48^e, à 2-2, à la place du capitaine Jordi Amat, blessé.

Le KAS est 13^e avec 39 points.
Belgique, 22^e journée, 2^e division
Hôtes du leader, Lierse et Scott Bitsindou chutent face à l'Union-Sainte-Gilloise (1-3). Et restent enlisés en bas de classement.

Ecosse, 31^e journée, 1^{re} division
Vingt-et-unième revers de la saison pour Kilmarnock, défait à Ross County (2-3).

Sans Clevid Dikamona, absent du groupe pour le deuxième match consécutif. Killie est 12^e et dernier avec 25 points.

Italie, 27^e journée, 2^e division
Ascoli prend le point du nul chez la Virtus Entella (0-0). Sans Gabriel Charpentier, convalescent.

Malte, 23^e journée, 1^{re} division
Suspendu pour cumul de cartons, Christoffer Mafoumbi n'était pas dans le groupe de Mosta, net vainqueur de la lanterne rouge, Sanglea Athletic (5-1).

Russie, 28^e journée, 2^e division

Vladis Illoy-Ayyet a été expulsé à la 37^e lors du match nul du SKA-Energia à



Dzon Delarge a inscrit son 3^e but depuis son arrivée à Akhisar (DR)

Akron (1-1). Le score était alors vierge. Défaite pour le Veles Moscou chez la réserve de Krasnodar (1-2). Erving Botanka-Yobama était titulaire. Le Veles est 6^e avec 50 points, le SKA-Energia est 9^e avec 42 points.

France, 16^e de finale de la Coupe

Le Red Star, pensionnaire de National 1, créé la sensation en éliminant Lens, 5^e de Ligue 1, sur le score de 3-2. Entré à la 78^e, Alan Dzabana a marqué le but de la victoire de la 90^e d'une reprise du gauche. Pythocles Bazolo n'était pas dans le groupe.

Saumur, qui évolue en N3, se qualifie aux dépens de La Montagnarde (3-3, puis 4-3 aux tirs au but). L'ancien Angevin Bovid Itoua-Ngoua était aligné en défense centrale, alors que Yannis Matingou est entré à la 80^e.

Lorient est éliminé par Le Puy (0-1). Loris Mouyokolo était titulaire en défense centrale. A la réception d'un corner, il voit sa reprise captée sur sa ligne par Oberhausen (90^e).

Sans Beni Makouana, convalescent, Montpellier se qualifie à Alès (2-1). Warren Tchimbembé n'était pas dans le groupe de Metz, net vainqueur à Valenciennes (4-0).

Bulgarie, 20^e journée, 1^{re} division

En déplacement à Beroe, Ludogorets conforte sa première place en s'imposant 4-1. Gaius Makouta était titulaire et a joué toute la rencontre. En revanche, Mavis Tchibota n'est pas entré en jeu.

Respectivement 2^e et 3^e du classement, le CSKA Sofia et le Lokomotiv Plovdiv se neutralisent (0-0). Titulaire, Bradley Mazikou s'est montré offensif avec plusieurs débordements. Dommage qu'il ne tente pas sa chance sur un second ballon qui lui revient à l'entrée de la surface (73^e).

Espagne, 28^e journée, 2^e division
Jordi Mboula est entré à la 65^e lors de la victoire de Majorque face à Carthagène

(2-1). Les insulaires comptent désormais 6 points d'avance sur le second, l'Espagnol Barcelone.

Grèce, 25^e journée, 1^{re} division
Delvin Ndinga était titulaire lors de la courte victoire du Panaitolikos sur le terrain de Volos (1-0). Avec 20 points, l'équipe de Ndinga est 11^e sur 14.

Roumanie, 26^e journée, 1^{re} division

Sans Yves Pambou, absent du groupe, Gaz Metan Medias s'incline sur le terrain du Steaua Bucarest (0-1).

Serbie, 26^e journée, 1^{re} division
Pretige Mboundou est l'artisan du succès du GM Metalac face à Vozdovac (2-1). L'international congolais ouvre le score à la 51^e avant de provoquer le penalty du 2-1 à la 68^e. Son 3^e but de la saison pour 6 passes décisives.

Slovaquie, 22^e journée, 1^{re} division

En déplacement chez le Slovan Bratislava, le DAC Dunajska Streda subit la loi du leader (1-3). Et est désormais relégué à 10 points de la première place, mais l'équipe de Yhoan Andzouana, entré à la 91^e, conserve une avance de 7 points sur le troisième.

Slovénie, 25^e journée, 1^{re} division
Le Tabor Sezana est tenu en échec par Bravo (0-0). Antoine Makoumbou a disputé toute la rencontre.

Suède, 3^e journée de la phase de poules de la Coupe

Helsingborg et Ravy Tsouka Dozi, averti à la 69^e, font match nul à Häcken (1-1).

Suisse, 24^e journée, 1^{re} division
Kévin Monzialis n'était pas sur la feuille de match lors de la défaite de Lugano face au FC Zurich (0-1).

Turquie, 25^e journée, 2^e division
Dzon Delarge met l'Akhisar Belediyespor sur les voies du succès face à la lanterne rouge, Eskisehirspor : à la 8^e, l'attaquant congolais profite d'une erreur de Coskun pour ouvrir le score du gauche.

Camille Delourme

SÉCURITÉ SOCIALE

Les retraités auront bientôt la totalité de leurs arriérés

L'information a été donnée par le candidat à sa propre succession, Denis Sassou N'Guesso, lors de son face à face avec la presse nationale et internationale le 6 mars dans la salle de conférence de l'hôtel Hilton à Pointe-Noire, au lendemain de l'ouverture de la campagne électorale

« Toutes les dispositions sont prises. Nous y sommes et cela est prévu dans notre projet de société. Le gouvernement a également pris toutes les dispositions, les textes qui permettent la mise en œuvre effective de la décentralisation. Quant aux pensions, le gouvernement se bat pour que les retraités touchent leur pension. Je peux vous rassurer qu'avant de quitter Brazzaville pour Pointe-Noire, le gouvernement avait déjà bouclé le mécanisme de financement qui va permettre à la caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS) de payer totalement les arriérés des retraités », a assuré à la presse, le candidat de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso, répondant aux questions de la presse après le bref exposé de son projet axé sur neuf points et dans lequel il accorde de l'attention à la jeunesse.

S'agissant du rôle des Congolais dans le développement du pays, notamment dans la lutte contre les antivaleurs, le candidat a souligné que pour aller au développement, il faut l'homme qui



Vue de l'auditoire à la conférence de presse/Adiac

aime son pays, l'homme compétent et moralement saint. « Sur le plan technique, le gouvernement s'efforce de créer les conditions pour la formation technique des hommes. Au niveau de l'éducation aussi, la formation morale est une œuvre de longue haleine, mais la lutte contre les antivaleurs, la corruption et le détournement des deniers publics, l'indiscipline, l'absentéisme, la corruption font partie de l'éducation perma-

nente et l'application rigoureuse de la loi », c'est d'ailleurs l'intérêt de la mise en place par le gouvernement, d'un organe indépendant de lutte contre la corruption qui doit accomplir sa mission sans complaisance.

Donnant des explications sur sa politique qui place l'agriculture au centre des priorités dans la diversification économique qui revient chaque fois dans son projet de société depuis quatre décennies, Denis Sassou N'Guesso a signifié que les

études du premier plan quinquennal avaient montré qu'il fallait, dans un premier temps, aller dans la reconquête de l'espace national parce que d'après l'analyse, l'arrière-pays était abandonné à cause de l'exode rural massif. Les populations valides avaient quitté la campagne pour se regrouper dans les grandes villes. C'est pourquoi, le plan quinquennal 82-86 avait préconisé la réalisation des infrastructures de base, à savoir la construction des routes et

aéroports. « Il fallait atteindre ce but et aujourd'hui nous pouvons dire qu'une partie importante de ce programme a été réalisée. Nous avons désenclavé l'arrière-pays. Ce n'était pas si facile de franchir, le Mayombe, les zones marécageuses, les zones forestières ; de construire des ponts sur les grandes rivières et plusieurs bretelles dans tous les départements, sans négliger les 400km de route ouverts en terre solide dans la Likouala. Un programme d'électrification dans le pays... Nous poursuivons l'élargissement de ce réseau », a-t-il indiqué, après avoir bravé tous ces préalables et écouté la restitution de la consultation des jeunes du Congo via les réseaux sociaux, nous avons compris qu'aujourd'hui, les jeunes ont accepté de se jeter dans le secteur de l'agriculture, d'où nous devons le moderniser pour lutter contre la dépendance alimentaire et mettre en place les structures de financement viables de l'agriculture.

Séverin Ibara
et Charlem Léa Legnoki

HÔPITAL GÉNÉRAL ADOLPHE-SICÉ

Des recommandations pour améliorer l'offre de santé

La troisième session du comité de direction de l'hôpital général Adolphe-Sicé a pris fin le 4 mars en présence du Pr Jean Richard Bileckot, président du comité de direction, par l'adoption de nombreuses décisions visant à améliorer l'offre des soins de cette structure sanitaire.

Les participants aux travaux de cette troisième session ont examiné les questions essentielles et fondamentales liées à l'augmentation et l'amélioration de la qualité et l'offre des soins et services de santé à l'hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire. Deux ans après la dernière session qui a lieu en décembre 2019 et qui avait pris plusieurs recommandations assorties de quelques délibérations, la troisième session a permis de faire le point du niveau de réalisation et d'exécution de ces décisions qui s'articulent sur la gouvernance de la structure.

Après plusieurs heures d'échanges et de débats, les recommandations suivantes ont été prises : Faire un plaidoyer pour l'augmentation du budget alloué à l'hôpital général Adolphe-Sicé auprès des ministères chargés de la Santé et des Finances, implémenter la stratégie de la pharmacie hospitalière au niveau du pôle mère et enfant (pédiatrie, néonatalogie et maternité), renforcer la stratégie de la référence et contre-référence en collaboration avec la direction départementale des soins et services de santé de Pointe-Noire, inventorier le patrimoine, infrastructurel de l'hôpital général Adolphe-Sicé avec le concours du cabinet comptable Exco Cacoges, la direction départementale des bâtiments et logements administratifs, consolider la dette commerciale en vue de



Le présidium des travaux lors de la 3^e session du comité de direction de l'hôpital général Adolphe-Sicé/Adiac

santé, tout en priorisant le pôle mère et enfant, mettre en place une stratégie de financement de l'initiative de la gratuité de la césarienne par la participation communautaire en liaison avec la direction départementale des soins et services de santé de Pointe-Noire, inventorier le patrimoine, infrastructurel de l'hôpital général Adolphe-Sicé avec le concours du cabinet comptable Exco Cacoges, la direction départementale des bâtiments et logements administratifs, consolider la dette commerciale en vue de

son transfert à la caisse congolaise d'amortissement, organiser le rattrapage des abandons thérapeutiques PVVIH-sida et tuberculose en collaboration avec la direction départementale des Affaires sociales et de la direction départementale des soins et services de santé de Pointe-Noire, régulariser la situation administrative des stagiaires rémunérés, organiser une session extraordinaire du comité de direction de juin 2021.

Les délibérations prises concernent, entre autres, le plan

d'investissement prioritaire 2020-2024 réajusté, les modalités de la mise en œuvre de la convention collective applicable aux agents de l'hôpital général Adolphe-Sicé, l'autonomisation d'une étude de faisabilité en vue d'un emprunt auprès de la Banque postale du Congo ou en partenariat public-privé, l'adoption de la mise à jour de la nomenclature de la cotation des actes médicaux, l'adoption du budget exercice 2021. « Sachez que ce sont vos contributions respectives qui ont constitué les ingrédients né-

cessaires à la réussite de cette troisième session du comité de direction de l'hôpital général Adolphe-Sicé », s'est réjoui Jean Raoul Chocolat, directeur général de l'hôpital général Adolphe-Sicé. Et d'ajouter : « Ce que nous retiendrons, c'est que la clôture de la troisième session du comité directeur de l'hôpital général Adolphe-Sicé est le début d'une nouvelle période pour cet hôpital, au regard de la qualité des travaux et des résultats qui en découlent. A nous, personnels de cet hôpital, de nous mettre au travail, chacun en ce qui le concerne car nous sommes jugés au résultat ».

En clôturant les travaux, le Pr Jean Richard Bileckot a dit : « En dépit du contexte sanitaire difficile marqué par la pandémie du coronavirus, l'hôpital général Adolphe-Sicé n'a ménagé aucun effort pour améliorer la qualité des soins offerts aux populations. Je remercie l'endurance et perspicacité des participants qui ont fait la revue sans complaisance de l'hôpital général Adolphe-Sicé ».

Hervé Brice Mampouya

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Denis Sassou N'Guesso explique son projet de société aux populations du Niari et de la Lékoumou

Poursuivant son périple électoral dans le Sud du Congo, le candidat Denis Sassou N'Guesso a tenu un meeting public, le 7 mars à Dolisie, chef-lieu du département du Niari où il était arrivé la veille en provenance de Pointe-Noire et de Loango dans le Kouilou. Il a répété le même exercice, le 8 mars, à Sibiti dans la Lékoumou.

Lors du meeting de Dolisie marqué par plusieurs interventions dont celle de son directeur local de campagne, Pierre Mabilia, le président sortant a commenté son projet de société « Ensemble, continuons la marche », en insistant sur la diversification de l'économie. Doté d'immenses potentialités naturelles, le Niari absorberait, aux dires du candidat, trois des neuf axes de son offre électorale à savoir la transformation du bois sur place, le développement du tourisme et la mécanisation de l'agriculture. Le candidat a établi le lien entre la mise en œuvre de cette nouvelle politique économique et la création des débouchés pour les jeunes. Ces derniers étaient venus nombreux écouter celui que diverses banderoles déployées sur le lieu du meeting désignaient comme « le champion » et « le Prince » de Dolisie.

Il est vrai que Denis Sassou N'Guesso a fréquenté le collège de Mbounda à quelques pas du chef-lieu du Niari dans les années cinquante et le souvenir de ce passage semble se perpétuer entre lui et la population du Niari. « Je suis un mwana Doll »,



L'arrivée du candidat, Denis Sassou N'Guesso à Dolisie.

a-t-il expliqué, promettant de développer des infrastructures routières et économiques dans le Niari afin que ce département joue pleinement son rôle de carrefour entre le Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon et l'Angola.

À Sibiti, entre chants, danses et slogans de soutien, se sont relayés les jeunes, les personnes vivant avec handicap et les femmes à travers leurs représentants respectifs pour mobiliser en faveur de Denis Sassou N'Guesso. Le directeur local de campagne, Clément Mouamba,

est intervenu à son tour au nom de ses collègues des autres districts de la Lékoumou pour traduire l'engagement des populations du département en disant qu'elles avaient en face d'elles « un homme politique lucide et ambitieux » pour le développement de son pays.

Voter utile

« Nous sommes tous derrière vous en reconnaissance des efforts que vous accomplissez pour le Congo et la Lékoumou. Grâce à vous, la modeste localité de Sibiti est devenue

une cité moderne avec des infrastructures diverses comme l'eau, l'électricité et les voiries urbaines modernes, même s'il reste encore beaucoup à faire ici comme dans le reste du Congo », a notamment résumé Clément Mouamba pour qui la Lékoumou fait le choix de l'expérience et rejette l'amateurisme. Il a enfin donné trois coups de sifflet symbolisant l'appel à « prendre le train du renouveau avec Denis Sassou N'Guesso et à voter utile le 21 mars ».

À son tour, Denis Sassou N'Gues-

so a embrayé sur la célébration, ce 8 mars de la journée internationale de la femme en saluant l'engagement des femmes pour leur émancipation. Il a aussi plongé dans les souvenirs qui le lient à la ville de Sibiti, et rappelé que de ce coin du Congo a été enclenchée la dynamique de la Constitution du 20 janvier 2015 décidée au terme du dialogue national organisé à cet effet. Abordant les questions de développement de la Lékoumou, le candidat a indiqué qu'il est important de capitaliser davantage sur les ressources naturelles du département pour qu'à l'appui des infrastructures routières qui existent et celles qu'il promet de mettre en œuvre s'il est élu, les jeunes, les femmes et les hommes se mettent au travail. Relancer la production du café, renforcer la culture du maïs et de l'arachide sont autant de chantiers qui les attendent avec le soutien des pouvoirs publics, a expliqué le candidat.

Après ce rassemblement, Denis Sassou N'Guesso a gagné Madingou dans la Bouenza où il quittera mardi pour Kinkala dans le Pool.

Gankam a N'siah

MUSÉE DE L'IMMIGRATION

«Ma nomination ouvre le champ des possibles», dit Pap Ndiaye

Par décret du 11 février 2021, Pap Ndiaye est nommé directeur général de l'Établissement public du Palais de la Porte dorée, à compter du 1^{er} mars 2021, haut lieu du savoir de la connaissance dans l'apport des immigrés souvent ignoré, à la construction et à l'histoire de la France. Il succède à Hélène Orain qui exerçait ces fonctions, depuis juin 2015 et Luc Gruson (2010 - 2015).

France. Cet universitaire de 55 ans, spécialiste de l'histoire sociale des États-Unis et des minorités, a pris, le 1^{er} mars, la tête du palais de la Porte dorée, une institution publique qui comprend le musée de l'histoire de l'immigration et l'aquarium tropical, hébergés au sein du palais, situé dans l'est de la capitale. D'emblée, Pap Ndiaye a confié que : « Ma nomination est d'abord due à mon travail d'historien ». Pourtant, il ne rejette pas la charge symbolique de son arrivée à la tête du Palais de la Porte dorée, estimant qu'elle « ouvre le champ des possibles » aux jeunes « non blancs ».

Une nomination que beaucoup voient comme un symbole. Celle d'un métis, de père sénégalais et de mère française, à la tête d'une grande institution culturelle française, chargée, qui plus est, des questions d'immigration et de mémoire.

« Ma nomination est d'abord due à mon travail d'historien, j'ai une longue carrière d'universitaire, une carrière à l'international », égrène-t-il d'un ton posé, lors d'un entretien à l'AFP.

« Mais je ne suis pas aveugle à la question du symbole, à laquelle je ne tourne pas le dos. Je m'assume tel quel avec ma couleur de peau et sais que ma nomination

ouvre le champ des possibles à de nombreux enfants non blancs », poursuit-il.

Normalien, agrégé d'histoire et titulaire d'un doctorat obtenu à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), Pap Ndiaye a été professeur, pendant de nombreuses années, à Sciences Po Paris. Respecté par ses pairs, il fait figure de « pointure » sur les questions liées aux minorités.

Entre autres missions, il aura à veiller au reflet que les médias, notamment la télévision, puissant constructeur d'images, donnent de l'immigration. Pour cela, il compte vulgariser et transmettre à travers de bonnes références.

Par exemple, en s'appuyant sur son ouvrage de référence, « La condition noire, essai sur une minorité française » (Calmann-Lévy), publié en 2008, qui l'a fait connaître du grand public.

« Mon objectif, c'était de fournir des arguments et des savoirs aussi robustes que possible à ces jeunes qui manquent de références solides. Il me semblait que cela relevait de mon rôle de pédagogue d'offrir ces fondements », détaille-t-il.

En 2019, toujours avec l'envie de vulgariser ses sujets d'étude, il devient conseiller scientifique de l'ex-



Pap Ndiaye

position « Le modèle noir » qui s'est tenue au musée d'Orsay, sur la représentation des Noirs dans les arts visuels. Plus récemment, il a coprésenté, un rapport sur la diversité à l'opéra de Paris.

« Je m'intéresse depuis très longtemps au monde de la culture (...) qui doit s'ouvrir et parler du monde tel qu'il est », souligne-t-il, voyant dans son arrivée au palais de la Porte dorée « une nouvelle étape ».

Tout d'abord « musée des Colonies », puis, « de la France d'Outre-mer », et enfin des « Arts d'Afrique et d'Océanie », le musée de l'histoire de l'im-

migration, qui avait fermé ses portes en 2003 pour rouvrir en 2007, a une histoire mouvementée.

Pas de quoi effrayer Pap Ndiaye qui ambitionne de faire de ce musée « un établissement culturel central dans le paysage français, mais aussi international ».

Pour cela, c'est toute l'exposition permanente qui est en train d'être repensée. Celle-ci, qui aborde la question des migrations vers et depuis la France, va être enrichie pour y inclure le 18^e siècle et la question de la traite négrière.

L'historien veut aussi faire de ce lieu, un endroit où l'on débat des

questions de colonisation, thème qui enflamme régulièrement la société française. Pour y parvenir, il souhaite l'ouvrir aux étudiants et aux universitaires, afin d'y organiser des colloques et des séminaires.

« Ces questions intéressent les étudiants. Si elles ne sont pas débattues dans l'université, alors, elles le seront ailleurs avec des ressources qui sont discutables », estime-t-il.

Alors qu'il a passé sa vie à s'intéresser aux minorités, que répond-il à ceux qui dénoncent un retour de la question « raciale », au détriment de l'universalisme républicain ? « La critique universaliste manque son objectif si elle considère que travailler sur des groupes particuliers c'est tourner le dos à l'universalisme », rétorque-t-il.

« Au contraire, c'est prendre l'universalisme au sérieux en réclamant que les devises sur les frontons des bâtiments de la République soient inscrites dans la vie des personnes ».

En guise de rappel, après les émeutes de 2005 dans les banlieues, Pap Ndiaye avait participé à l'urgence d'une réflexion avec le lancement dans la foulée du Conseil représentatif des associations noires (Cran).

Marie Alfred Ngoma avec AFP